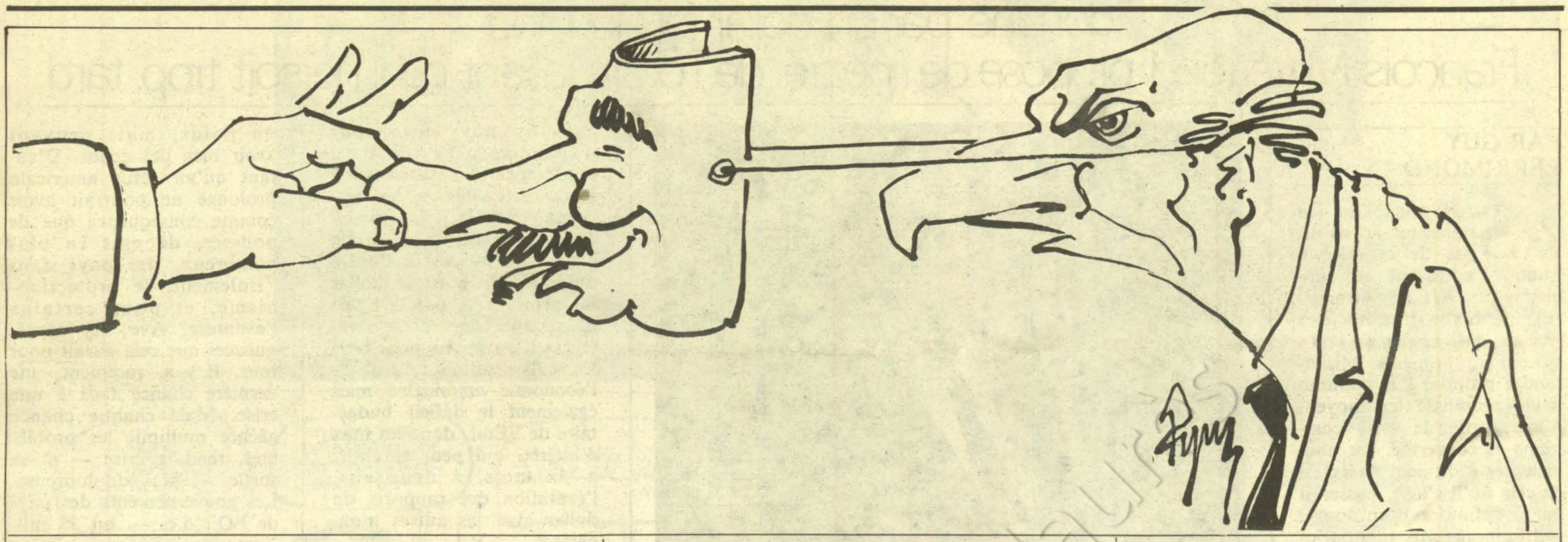
l'unité

M 2805 - N° 513 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 13 mai 1983



I. QUAND L'EXTREME DROITE ACHETE UNE CONDUITE ET LA DROITE DES IDEES (page 3)

AH, LES BEAUX MANIFESTANTS "APOLITIQUES" QUE VOILA ! (page 5)

LES VICTIMES N'INTERESSENT PAS LA DROITE ! (page 6)

EDITORIAL

LE BILAN ET LE DEBAT

PAR CLAUDE ESTIER

UN journaliste de la presse Hersant qui ne fait pas dans la nuance décrivait cette semaine les socialistes comme de « délicats humanistes siégeant un poignard à la main et une rose à la bouche ». Si les commentateurs sont loin de tomber tous dans de pareilles outrances on peut néanmoins s'étonner de la difficulté qu'ont beaucoup d'entre eux à comprendre ce qu'est la préparation d'un congrès du Parti socialiste.

A les lire ou à les entendre, il ne s'agirait que d'affrontements, de règlements de comptes ou de lavage de linge sale. Depuis le temps, ils devraient pourtant savoir que le P.s. n'est pas un parti monolithique — que ne diraient-ils s'il l'était ! —, que des sensibilités diverses existent en son sein, qui se recoupent ou non avec des courants organisés, et qui font précisément la richesse d'une formation politique qui, partie de peu, a conquis le pouvoir en dix ans.

Il est, certes, tout à fait légitime que la presse s'empare de ce débat qui, parce que le Parti socialiste détient aujourd'hui la majorité absolue à l'Assemblée nationale, n'intéresse pas seulement deux cent cinquante mille militants mais l'ensemble des Français. Et, à cet égard, il est essentiel que chaque intervenant du Parti ait bien conscience que ses propos, même prononcés dans des réunions à huis clos et à plus forte raison quand ils sont directement adressés à la presse, donneront lieu à exégèse et à utilisation rarement innocente.

Débat public donc, mais qu'il faut veiller à ne pas laisser dévier en le ramenant constamment aux deux niveaux auxquels il se situe. Le premier est celui des rapports entre le Parti et le gouvernement. Question posée depuis deux ans mais à laquelle il faut maintenant apporter une réponse claire. Celle-ci doit se fonder d'abord sur une vérité incontournable : pour l'opinion, ce sont les socialistes pris globalement qui sont au pouvoir. La distinction n'est pas faite entre le gouvernement, le groupe parlementaire, le Parti lui-même. Ce qui justifie cette affirmation de Lionel Jospin dans le texte qu'il adresse à tous les militants : « On ne peut être contre la politique gouvernementale et appartenir à la direction du Parti. » La vocation du P.s. aujourd'hui est d'être le meilleur soutien du pouvoir, mais ce soutien doit pouvoir s'exprimer à travers une appréciation critique qui fasse du parti majoritaire une force de pression face aux autres forces de pression qui s'exercent en sens contraire pour tenter de tirer le gouvernement hors de la voie où il s'est engagé il y a deux ans.

Le deuxième niveau du débat est celui de la proposition proprement dite. Le P.s. ne peut se contenter d'applaudir au fait que depuis le 10 mai 1981 le plus grand nombre des 110 propositions de François Mitterrand aient été réalisées, que les grandes réformes sociales aient été engagées — ces réformes auxquelles une enquête de « l'Expansion » vient de montrer qu'une nette majorité de Français est attachée au point de refuser qu'elles soient remises en cause si la droite revenait au pouvoir. Il faut aujourd'hui que le Parti socialiste reprenne le relais et propose à nouveau pour l'avenir en tenant compte certes des réalités qui s'imposent au pouvoir dans une période de grave crise internationale mais en retrouvant des objectifs susceptibles de rassembler, comme ce fut le cas entre 1971 et 1981, les diverses couches sociales qui aspirent à une société plus juste, plus équitable, plus ouverte sur elle-même comme sur l'extérieur.

Vue ainsi, la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse prend une tout autre dimension que celle que voudraient lui donner certains commentateurs malveillants. Le Parti socialiste n'a pas à rougir, bien au contraire, de ce qu'il a fait depuis deux ans en appuyant sans défaillance le président de la République et le gouvernement.

En dépit des points noirs que nous n'avons jamais dissimulés, le bilan est largement positif. N'en déplaise à Pierre Charpy, qui n'en est pas à un excès de langage près, la France n'est pas « en deuil ». Et c'est parce qu'ils se préoccupent sérieusement de son avenir que les socialistes, d'ici au mois d'octobre, entendent en débattre sérieusement. ●

P.S. — La brillante réélection de Louis Le Pensec au premier tour, dans la 8e circonscription du Finistère, a fait moins de gros titres qu'il n'y en aurait eu s'il avait été battu. Des esprits chagrins ont fait valoir qu'il n'a recueilli « que » 54 % des suffrages, oubliant que la droite — tous les articles parus la semaine dernière en témoignent — s'était fixé comme objectif de le mettre en ballottage. Certes, Louis Le Pensec est depuis longtemps fortement implanté dans sa circonscription mais puisqu'on a pris l'habitude, d'un certain côté, de mesurer l'état de la France aux résultats des élections partielles, celle-là prouve au moins, comme Le Pensec l'a dit lui-même, que la gauche ne se porte pas si mal !

LE DISCOURS DE LA METHODE (page 2)

POUR UN CONGRES DE LA REUSSITE PAR LIONEL JOSPIN (page 7)

SPLENDEURS ET MISERES D'UN DECHET (page 9)

ESPAGNE : OLE ! (page 13)

LES PARADOXES POLONAIS (page 14)

LA P... RES-PECTUEUSE (page 24)

LE DISCOURS DE LA METHODE

Dans un système monétaire mondial incohérent dominé par un dollar fou, fou, fou, François Mitterrand propose de mettre de l'ordre avant qu'il ne soit trop tard

PAR GUY PERRIMOND

«SANS règle du jeu nous ne sortirons pas de la crise. » Lundi, s'adressant aux ministres des Affaires étrangères et des Finances des vingt-quatre pays de l'O.c.d.e., François Mitterrand a proposé à la communauté mondiale les moyens d'une sortie de crise commune et concertée. La nouvelle règle du jeu, car c'est de cela qu'il s'agit, passerait par la définition d'un nouvel ordre monétaire international.

En ces temps de désordre où les variations de change, de taux d'intérêt réduisent à rien la prévision, freinent le commerce mondial, stoppent les investissements, ce n'est pas en effet par de simples mesures conjoncturelles ou sectorielles qu'une issue sera trouvée. La « reprise » dont on parle ici et là — celle « prévue » pour les Etats-Unis l'année prochaine est du même ordre que celle que la France a réalisée l'année dernière ! — n'aura de suite, de conséquences bénéfiques que si elle est généralisée. Et cela passe de toute évidence par une mise en ordre du système monétaire international.

Les propositions du président de la République peuvent se résumer ainsi : sans un système stable de relations économiques internationales pas de reprise soutenue ; sans système stable aucun moyen de débloquer la situation du Sud ; sans une reprise soutenue et sans solution aux problèmes du Sud, la situation est explosive. Pour tous.

Mais comment aboutir à stabiliser le système ? C'est un long chemin que propose François Mitterrand. Partant de la concertation entre les pays industrialisés, passant par des parités réalistes évitant « les fluctuations erratiques » pour aboutir à la stabilisation des rapports entre le dollar, le yen et les monnaies européennes. Ces monnaies servant alors de « pôle » permettant la stabilisation générale du système. Pour aboutir, le président de la République propose « que soit organisée après une soigneuse préparation la réunion d'une conférence internationale au plus haut niveau, dans le cadre du Fonds monétaire international ». C'est-à-dire que soit préparée une sorte de nouveau Bretton Woods, la conférence qui avait permis que, de la fin de la Seconde Guerre mondiale au tout début de la décennie soixante-dix, des règles du jeu cohérentes permettent une croissance mondiale dont personne n'aurait oser rêver.



Sygma

François Mitterrand devant les ministres de l'O.c.d.e.

A trois semaines du sommet de Williamsburg, il est évident que le discours de François Mitterrand marque non seulement les enjeux mais également les points de friction avec les Etats-Unis. Car pour Ronald Reagan l'essentiel aujourd'hui est d'admettre la liberté totale du dollar et la prééminence des rapports Est-Ouest. La réponse française est simple : d'une part le dollar n'est pas au-dessus de tout soupçon, les pratiques américaines pèsent sur tous, il convient donc d'y remédier. D'autre part, avant de s'interroger sur les détails « stratégiques » du commerce Est-Ouest, il vaut mieux définir de nouveaux rapports Nord-Sud.

Pour les spécialistes financiers les propositions de François Mitterrand vont soulever bien des problèmes. Faut-il que les taux de change soient flottants, ou que ce flottement soit « corseté », faut-il qu'ils soient fixes ? S'ils le sont quel sera le point de référence ? L'évolution des économies, l'or ? De belles discussions en perspective.

Pour d'autres c'est davantage en terme de rapport de forces que la proposition va être analysée. La France a-t-elle les moyens de convaincre les Etats-Unis ? Quels sont ses alliés ? Les pays du Sud bien sûr, mais quel est leur poids ? Les Européens ? Ils y auraient intérêt, mais le voudront-ils ?

Car il est vrai que l'attitude américaine pose problème. Bien au-delà du monétarisme en vigueur à Washington, c'est l'analyse globale qui est faite par les conseillers de Reagan qui pousse les feux de la crise. Car « l'Amérique impériale », ce que l'on appelle parfois « l'Amérique hors les murs », se porte bien. L'Amérique latine se révèle un marché fructueux, ce qui explique en partie l'attitude de Reagan face à l'évolution politique du continent, l'Afrique n'est plus ignorée. Mais surtout — et les Européens devraient y prendre garde — on pense à Washington que le déclin du vieux continent est assuré. Pour des raisons démographiques. Dès lors seul compte le Japon. Et les rapports dollar-yen étant « particuliers », l'équipe Reagan affirme que tout va bien, qu'il n'y a rien à changer. Le monétarisme rejoignant l'analyse géopolitique, la « bonne conscience » de l'administration Reagan semble totale.

Mais au-delà du discours, d'autres réalités existent. Les Etats-Unis, l'industrie américaine ont besoin d'autres règles du jeu. Walter Mondale le dit, tout comme Robert Mac Namara affirme qu'il faut modifier les rapports avec le Sud. Washington a également besoin, et pas seulement au niveau du symbole, de l'alliance. Or, des alliés trop faibles sont de peu d'intérêt. Pour ne pas parler d'alliés récalcitrants ! Car à quoi bon maintenir la cohérence d'une alliance, si le tissu social de ses membres se défait ? Le chômage étant à cet égard un dissolvant particulièrement efficace. Puis les pays européens prennent peu à peu conscience des raisons de leurs difficultés et les responsables de la R.f.a. savent que sans mutation, le déclin allemand est aussi à l'ordre du jour. De plus, le dollar lui-même n'est pas à l'abri d'un retournement. Sa « valeur » n'ayant pas pour base les seuls résultats positifs de l'économie américaine mais également le déficit budgétaire de l'Etat, donc les taux d'intérêt, qui peut garantir, à six mois, à deux ans, l'évolution des rapports du dollar avec les autres monnaies ?

On le voit, les arguments français ont non seulement du poids, mais peuvent avoir bien des échos. D'autant qu'un refus américain prolongé ne pourrait avoir comme conséquence que de pousser, de plus en plus nombreux, des pays dans l'isolement, le protectionnisme, et pour certains l'aventure. Avec les conséquences que cela aurait pour tous. Il y a, rarement, une dernière chance face à une crise. Mais chaque chance gâchée multiplie les problèmes, rend la crise — et sa sortie — plus douloureuse. Les gouvernements des pays de l'O.c.d.e. — où 35 millions de chômeurs sont comptabilisés — devraient s'en souvenir. ●

DIPAPACÉQUOI

l'apolistisme

par Piem



Cet étudiant aux cheveux ras, arrêté, le gourdin à la main, est-il apolitique ou s'agit-il, encore une fois, (poids des mots choc des photos, si je mens je vais en enfer) d'une falsification de l'histoire ?

Présenté à grands renforts de police et autre gaz lacrymogène devant un conseil d'experts en agitation, celui-ci après de savantes investigations vient de prononcer son verdict : il s'agit d'un faux des plus vulgaires.

Une analyse chimique des fibres patriotiques composant son Ego fait apparaître que les sentiments qui animent le jeune homme existaient déjà à l'époque d'Adolph Hitler, des molécules de « Figaro-Magazine » ayant été détectées dans le brassard à croix gammée que cet « étudiant » portait au bras.

D'autre part, les vociférations proférées par l'individu en question ont été soumises au détecteur d'injures par l'O.i.p.o., l'Office international de la provocation organisée, qui dispose d'une injurothèque rassemblant plus de cent millions d'insultes, outrages et camouflets répertoriés à travers les siècles, allant du « Servum pécus » au plus contemporain « aux chiottes l'arbitre ».

Or l'O.i.p.o. est formel sur ce point : les injures proférées par cet « étudiant » sont les mêmes que celles des fascistes d'hier et n'ont aucun point commun avec les revendications étudiantes.

Des extraits d'injures ayant été présentés à Claude Labbé et Jean-Marie Le Pen, ceux-ci ont prétendu ne pas connaître ces propos, ce qui a inquiété les experts.

Il y a plus grave encore ; une proclamation de Jean d'Ormesson de l'Académie française a été trouvée dissimulée dans la braguette du manifestant qui a prétendu que cet endroit était le lieu idéal pour le Plaisir des dieux. Le petit homme vert s'étant, de son côté, refusé à confirmer cette déclaration, force a été pour les inspecteurs de constater que le sexe et la violence font bon ménage et que l'état d'excitation révolutionnaire est proche de la débauche. Des imparfaits du subjonctif pris au hasard dans le texte incriminé ont été soumis au test du passage à tabac : ils se sont tous avérés d'extrême droite.

Louis Pauwels, qui, il y a quelque temps, avait publié un reportage truqué de femmes (nues) sur un bateau, s'engage malgré tout à continuer la publication des chroniques Ormessones.

Les preuves ainsi rassemblées accablent ce manifestant apolitique. Bien sûr, les cris d'indignation poussés par l'opposition forceront la main de la justice qui remettra le trublion dans le circuit des manifestations hostiles à toute démocratie.

Françaises, Français vous avec la mémoire courte et les mémoires mensongères font le poids des maux et le choc des faschos.



Viva

Troupes de choc du Gud, à Assas.



EXTREME OU NOUVELLE ELLE PHAGOCYTE LA DROITE

I. QUAND L'EXTREME DROITE ACHETE UNE CONDUITE ET LA DROITE DES IDEES

"Cogneurs" de l'extrême droite et "intellectuels" de la nouvelle s'intègrent désormais aux partis d'opposition. Exsangue après sa défaite de mai 1981, la droite classique était demandeuse d'idées, l'amalgame est désormais en train de se faire

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

BAS les masques. L'extrême droite et la nouvelle droite investissent la droite classique et traditionnelle. Ces rapprochements inquiétants ne sont pas vraiment nouveaux (voir « l'Unité » n° 447). Mais, depuis quelques mois, ils s'intensifient et se concrétisent.

Dans certaines villes, lors des élections municipales, des candidats du R.p.r. et de l'U.d.f. ont fait liste commune avec des militants de l'extrême droite. Exemple : Antony. Le chiraquien Devedjian (ex-Occident) avait réuni autour de lui du beau monde ! Notamment Philippe Serlin, de l'Uni, une association d'étudiants très proche du R.p.r. et mêlée à l'ex-Sac, Thierry Baudrier, du musclé Gud, Perruchot, pétainiste du S.n.p.m.i. et Jean-Yves Le Gallou, secrétaire du Club de l'Horloge, cette filiale du Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne (Grece) qui impulse la pensée de la nouvelle droite. Ainsi « cogneurs » de l'extrême droite et « intellectuels » de la nouvelle s'intègrent désormais aux partis classiques de l'opposition. Un renfort qui se traduit au niveau des hommes, mais surtout, innovation capitale, dans le domaine des idées.

Certains thèmes défendus depuis le 10 mai par la droite s'inspirent plus ou moins directement des analyses ou des théories du Grece et de son émanation, le Club de l'Horloge.

Réarmement idéologique

En réalité, ce processus n'est que l'aboutissement de la stratégie mise en place par l'extrême droite il y a une vingtaine d'années. « La significative et décisive rupture, dans l'histoire politique récente de l'extrême droite en France, date du tournant 1962-1963, lorsque l'utopisme activiste, politiquement marginalisé autant que décimé (ou converti) par le gaullisme installé au pouvoir, opéra sa volontaire mutation en une entreprise patiente de réarmement intellectuel à la fois idéologique et stratégique », note dans la revue « Après-demain » (avril 1983) Pierre-André Taguieff, observateur vigilant et critique de l'extrême droite.

La création du Grece, dont la grande majorité des fondateurs provient des milieux fascistes d'Europe-Action, dans les années 1967-1968, permet alors de commencer à mettre en pratique une stratégie qui vise à conquérir le pouvoir culturel, préalable à la prise du pouvoir politique. D'ailleurs, les objectifs du Grece ont été définis clairement lors d'un de ses séminaires en mai 1969 : « La finalité du Grece est la suivante : créer une société de pensée apte, par un pouvoir plus ou moins diffus, à conquérir une audience et des leviers d'action. »

Quant à l'idéologie et aux valeurs prônées par les chantres de cette nouvelle droite, elles sont enrobées sournoisement de précautions de langage. « L'effacement progressif des références positives directes au national-socialisme, l'évitement systématique des affirmations d'allégeance aux auteurs trop marqués comme « racistes », « antisémites », ou « fascistes », l'euphémisation généralisée du propos (...), l'usage calculé des manières de suggérer les positions les moins tolérables selon le consensus dé-

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

mocratique et humaniste — recours aux formes de l'implicité : présupposés, sous-entendus, effets métaphoriques, pour exprimer un racisme qui, à se sophistiquer, ne perd rien de sa radicalité —, la recherche enfin d'un patronage intellectuel public doté d'une respectabilité reconnue sont les opérations tactiques qui accompagnent le Grece (...) et illustrent la mise en pratique effective de la stratégie culturelle », constate Taguieff. (Après-Demain », avril 1983).



Le but de ce camouflage ? « La mise en acceptabilité d'une récusation radicale des fondements même de la démocratie polémiquement désignée par les expressions dévaluatrices ''d'égalitarisme'', ''d'individualisme'', ''d'universalisme'' », répond Taguieff.

Aujourd'hui, après la défaite de mai 1981, la droite a besoin plus que jamais d'un second souffle, d'une doctrine renouvelée, pour reconquérir le pouvoir. Tout naturellement, elle se retourne vers ceux qui préparent le terrain depuis longtemps en élaborant une nouvelle idéologie et en définissant d'autres valeurs : l'extrême droite, rebaptisée nouvelle droite.

Ambiguïtés de «l'enracinement »

Ainsi remise en perspective, l'apparition relativement récente de termes comme « enracinement », « égalitarisme », « république contre socialisme » n'a plus de quoi surprendre.

« Enracinement » : une expression apparemment banale, une valeur à priori plutôt positive. Quand la gauche revendiquait le droit de « vivre et travailler au pays », elle faisait preuve d'un attachement à une certaine forme d'enracinement. Actuellement, ce mot revient dans la bouche des responsables de l'opposition. Le 30 avril, à Paris, sous le patronage de Francisque Collomb, sénateur-maire de Lyon, se tenait, sur le thème « réussir l'après-municipales », une réunion du Comité d'action républicaine (C.a.r.), une des nombreuses associations créées par la droite après le 10 mai. Son président Bruno Megret y déclarait notamment : « Gagner la bataille locale, c'est chercher à combattre, à extirper le marxisme partout où il s'est infiltré, c'est promouvoir des valeurs de renouveau qui rendront un avenir à la France, l'idéal et la fraternité, l'enracinement et la communauté... » Intéressant lorsqu'on sait que Bruno Megret a été pendant longtemps un responsable du Club de l'Horloge, dont le « projet républicain pour



La « une » du « Point ».

vaincre le socialisme » promouvait déjà cette notion d'enracinement. Plus récemment encore, Yvan Blot, président du Club de l'Horloge, membre du Comité central du R.p.r., écrivait dans la « Lettre d'information du Club » du 1er trimestre 1983 (n° 12), à propos de la gestion des communes dans un esprit républicain : « ... C'est aussi la préférence pour une culture enracinée et populaire. » Or, ce concept a été défini en 1972... par le Grece au cours de deux séminaires animés par le chef de file de la nouvelle droite, Alain de Benoist et Yvan Blot, alias Michel Nory. Pour le Grece, l'enracinement se trouve dans « la terre, base du maintien et du renouvellement du sang ». Il implique la notion de « région ethnique » qui « est concrètement ce que la nation n'est pas toujours, le cadre naturel où se reconnaissent ceux qui se ressemblent vraiment ».

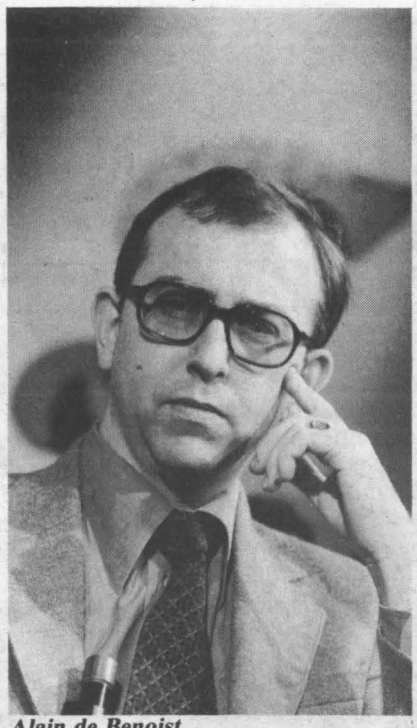
Etudiant l'origine du terme, Bernard Deljarrie, de la Ligue des droits de l'homme, en analyse le sens caché, dans le magazine du Mrap « Différences » (avril 1983) : « L'enracinement n'exprime pas pour la nouvelle droite la revendication du droit de vivre et de travailler au pays. Le terme est entendu ici dans le sens du différentalisme régional à base ethnique. Le thème de l'unité culturelle cache alors un racisme vantant la pureté du groupe humain. Le culturel, le peuple, fonctionne en référence à la race, et tout naturellement l'enracinement est opposé à « l'idéologie égalitaire » niveleuse des différences et dangereuse pour l'authentique cité des groupes humains. »

Dangereux, l'enracinement vu de droite. Quant au terme, il a connu un cheminement édifiant et exemplaire : défini au Grece, modelé au Club de l'Horloge, et enfin lancé dans l'opinion publique par les Car. Quel succès rencontrera-t-il ? Trop tôt pour répondre. Mais son utilisation et les ambiguïtés qu'il recèle peuvent causer, à terme, des ravages.

Autre notion qui surgit depuis quelque temps : l'égalitarisme. La gauche est accusée d'être porteuse d'une « idéologie égalitariste ». Vieille déformation résultant des analyses du Grece. De Benoist et ses disciples ne font pas de détails. Pour eux, l'égalitarisme démocratique, qu'il soit libéral, socialiste ou communiste, peut être considéré comme le produit de la mentalité judéo-chrétienne (référence à l'égalité de tous devant Dieu). Et le Grece de prêcher l'anti-égalitarisme. « Actuellement, on assiste à une pénétration des milieux libéraux par l'anti-égalitarisme du Grece, explique Taguieff. Autrefois, le libéralisme giscardien prétendait être le meilleur gestionnaire et réalisateur des idées de la gauche, en affirmant vouloir pratiquer l'égalité dans la justice. Or, aujourd'hui, le discours libéral prétend en finir avec la lutte contre les inégalités, celle-ci étant jugée non conforme à l'idéal de justice impliquant la hiérarchie. »

Bien sûr, le Club de l'Horloge n'a pas hésité à reprendre à son compte la thèse de l'égalitarisme de la gauche à travers deux de ces derniers ouvrages « le Grand Tabou » et « Echecs et injustices du socialisme ». Plus récemment encore, Bernard Debré, responsable de l'association « Solidarité médicale », encore une officine fondée après le 10 mai, ressortait ce thème pour attaquer la gauche dans « le Quotidien de Paris », le 31.1.83 : « La philosophie pernicieuse du gouvernement basée sur l'égalitarisme et la déresponsabilisation, pour réussir, nécessite l'abolition du pouvoir médical. » Quant au « Point » qui n'hésite pas à se mettre au goût du jour, il fait sa couverture du numéro du 9 mai avec un titre catégorique : « France : le danger égalitaire. »

Dans la revue « Après-demain » (avril 1983), Madeleine Rebérioux analyse le rôle et l'utilisation de la notion d'égalitarisme attribuée au socialisme par une droite qui, n'imaginant jamais perdre le pouvoir, n'accepte pas l'alternance et tolère mal les changements. Avec subtilité, elle met à nu le raisonnement de l'opposition actuelle : « Le poids des grands corps de l'Etat — l'Inspection des finances, le Conseil d'Etat — a quelque peu reculé. Quelques syndicalistes — horreur ! — ont fait une timide apparition. Les enseignants sont plus nombreux qu'avant, mais la république des hauts fonctionnaires n'a pas cédé le pas à celle des professeurs : en voilà assez pour que soient rendus responsables de l'échec programmé les enseignants, marqués par leurs tendances égalitaristes, elles-mêmes fruits de gênes qui leur ôtent le goût de l'entreprise — libre s'entend — et donc de l'audace (...).



Alain de Benoist. *Sygma*





Colloque organisé par le Grece.

N'est-il donc pas, dès lors, « scientifiquement » nécessaire de combattre ceux qui cherchent à rendre les chances moins inégales, fût-ce en période de crise, ceux qui savent que les possibilités intellectuelles manifestées par un individu sont « le résultat d'une longue aventure » (...), ceux pour qui un immigré est un homme pourvu de droits et un ouvrier un citoyen, même à l'usine d'Aulnay ? »

Poursuivant son raisonnement, Madeleine Rebérioux en arrive à critiquer directement la démarche intellectuelle du Club de l'Horloge : « Quoi de plus sûr en effet si l'on veut combattre le pseudo-égalitarisme marxiste que de lui opposer « la République » ? Il suffit de définir le socialisme comme la quête d'une égalité scientifiquement impossible (elle ne peut donc être imposée que par le « goulag ») et la république comme le triomphe de la liberté, pour être assuré dans les salons, voire dans les meetings, de produire quelque effet. La république contre le socialisme : ce slogan fait sans doute sourire ceux qui savent combien le socialisme français est ancré viscéralement dans la République. Mais on doit constater que, étayé par les analyses de la nouvelle droite, formulé et rodé dans les colloques du Club de l'Horloge, ce slogan a été repris publiquement par le président du R.p.r... »

La tentative d'appropriation du mot « république » par la droite correspond également à une stratégie préconisée par le Club de l'Horloge dans son livre « Echecs et injustice du socialisme », et qui « sera d'autant plus efficace que la tradition républicaine demeure vivace dans l'inconscient de la gauche, où elle le dispute à la tradition marxiste : aussi on pourra provoquer le doute d'abord et la division ensuite dans le camp de l'adversaire ».

Autrement dit, le Club de l'Horloge est surtout républicain, non par conviction, mais par efficacité politique ! Repris par le R.p.r., le thème de l'opposition entre république et socialisme semble avoir été quelque peu abandonné. Sans doute parce qu'il ne peut être soutenu sérieusement. Récupérer des expressions qui ont fait le succès de la gauche est une tactique du Club de l'Horloge. D'où sans doute l'insistance avec laquelle Bernard Pons parlait des « travailleurs » au soir des élections municipales.

Au-delà de la bataille des mots, l'extrême droite, sous la forme de la nouvelle droite, exerce une influence avec plus ou moins de réussite sur la droite traditionnelle qu'elle nourrit idéologiquement. Elle occupe un terrain intellectuel que la gauche, accaparée par ses tâches de gestion, a eu jusqu'ici un peu trop tendance à laisser libre. L'enjeu est de taille. Il y va de la défense de la démocratie. ●

AH, LES BEAUX MANIFESTANTS "APOLITIQUES" QUE VOILA !

PAR CLAUDE JADOUL

QUELLE époque, madame Michu ! On a vu défiler de tout dans les rues de Paris ces jours-ci : mon dentiste, votre médecin, des notaires, des commerçants, des étudiants à la nuque rasée, des artisans, des agriculteurs. Rien que des « honnêtes gens », des « gens bien ». Pas des smicards, mis à part la manifestation (très respectueuse) du 1er mai de Krasucki et de Maire. Mais ceux-là n'avaient qu'un tort, et un seul : ne pas être hostiles au gouvernement. Alors, pas de quartier, du « Quotidien » à « France-Soir » en passant par Antenne 2 (et quelques autres de « gôche ») : l'échec, le bide. Rien que des « ringards », dixit Seguela dans « Libération ».

Mais parlez-moi plutôt des gens du S.n.p.m.i. de Deuil. Ah, la belle manifestation que voilà ! Rien que des « sacrifiés » du 10 mai. Pas très nombreux, mais rien que de l'élite. Un peu dégoûtants tout de même ces bouchers qui débarquent des kilos et des kilos de mou de veau devant la porte du Cerc (Centre d'études des revenus et des coûts). Mais qu'est-ce qu'il lui a pris au Cerc de révéler l'augmentation du revenu des bouchers ?

Parler de pouvoir d'achat, c'est bon pour les ouvriers. Rien à voir avec les secrets de la distribution de la viande. Ah mais !

C'est comme pour les revenus des agriculteurs. Je ne parle pas des petits exploitants, ils votent parfois « rouge ». Non, je parle des prospères dirigeants de la F.n.s.e.a. Quelle mouche a piqué « le Monde » de titrer sur l'augmentation de 9,1 % du revenu moyen agricole ? Notre agriculture, c'est notre pétrole. Et c'est bien connu, à propos de la formation des prix du pétrole, on la ferme. Le substitut (et chevalier de la Légion d'honneur) Ceccaldi l'a appris à ses dépens. A Hazebrouck, les journalistes du « Monde ».

Mieux vaut titrer sur Quimper. Notre bacon vaut bien cinq colonnes à la Une. Même si, parmi les manifestants bretons, on a revu Alexis Gourvennec, l'un des plus gros exploitants porcins du pays. On le voyait moins ces dernières années, fortune (faite) oblige. « Je me suis développé grâce à l'inflation », me disait-il un jour, d'une manière crue tout à fait charmante. Fallait-il que les temps soient durs pour que ce bon ami de Michel Cointat, ancien ministre de l'Agriculture, reprenne du service ?

Mon généraliste (conventionné) est plus discret. Il accepte, sans trop rechigner, une légère baisse de son revenu. Alors pourquoi manifesterait-il... Ce n'est pas comme votre pharmacien que j'ai vu au premier rang. Lui, il avait de bonnes raisons, le potard. Le commerce des pilules et des spécialités pharmaceutiques (chères à M. Tesson) se porte bien, merci. Plus de 7 % de bénéfices de mieux en 1982.

Et s'il n'y avait ce fichu renforcement du contrôle des prix, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Plus on crie à la baisse du pouvoir d'achat, mieux ça vaut. Il a fallu ces socialo-communistes pour que l'on apprenne (ce dont on se doutait les années précédentes) la progression des revenus de la plupart des petits commerçants et artisans en 1982. Tout juste bonnes à emballer vos poireaux, ces pages sulfureuses du dernier rapport du Cerc.

Sornettes que ces appels à la « solidarité nationale ». Ou plutôt : s'il y a des ceintures à serrer d'un cran, que ce soit entre gens du même monde, ces salariés qui dévoilent l'intégralité de leurs revenus. Vous me direz qu'ils ne peuvent pas faire autrement... Idem pour les fonctionnaires qui nous embêtent. Comme ces C.r.s. face à « nos » gentils étudiants. Ils sont pourtant bien calmes — vous les avez vus à T.f.1. Un peu excités, pour certains. Ce n'est pas de très bon goût de dire tout haut ce que nous pensons tout bas. Cet « Allende on t'a eu, Mitterrand on t'aura », le jour de la commémoration du 8 mai, n'est peut-être pas très civique. Mais ils sont jeunes. Pas comme ces barbus de Mai-68 qui voulaient à toute force pénétrer dans le dortoir de « nos » filles, les pauvres chéries.

Mais attention, ces manifestations sont apolitiques. La preuve — je viens de vous l'expliquer — votre épicier, mon pharmacien n'ont pas grand-chose à revendiquer. C'est ce qui fait les meilleurs « tohu-bohu », « le Matin » a raison. Rien à voir avec les grèves. Tiens, où sont-elles passées ?



CACHER CET INDICE QU'ON NE SAURAIT VOIR...

COMME on pouvait s'y attendre, la commission de Bruxelles a refusé de démanteler les montants compensatoires négatifs français, ainsi que l'avait demandé Michel Rocard. Les agriculteurs devront donc attendre encore quelque temps avant de pouvoir compter sur une augmentation de leur revenu. Rendez-vous a été pris entre les ministres de l'Agriculture pour le 16 mai. En espérant que, cette fois, il y aura accord.

Pour faire prendre leur mal en patience aux exploitants français, une bonne nouvelle a dû leur mettre un peu de baume au cœur : le revenu moyen agricole a augmenté en francs constants de plus de 9 % en 1982, et de 1,7 % l'année précédente.

Une bonne nouvelle qu'il faut d'abord relativiser, car cette augmentation ne suffit pas à combler l'écart qui s'est creusé en dix ans entre les agriculteurs et les salariés : depuis 1973, le revenu net des agriculteurs — compte tenu des amortissements — a baissé de 0,2 % par an. Il faudrait encore une très bonne année pour inverser la tendance.

Et une conjoncture exceptionnelle comme celle de 1982 ne se retrouvera pas de sitôt. Se sont conjugués à la fois une hausse des prix européens négociée de haute lutte par Edith Cresson, un ciel clément et des gains de productivité appréciables.

La production a, en effet, opéré un véritable bond en avant, après deux ans de stagnation (8,7 % en volume), sensible surtout pour les productions végétales, ce qui indique bien son caractère climatique. A l'opposé, la consommation de biens intermédiaires — pétrole, engrais, etc. — s'est stabilisée, tant en volume qu'en coût. Evolution évidemment positive, même si elle est parfois symptomatique d'un désinvestissement qui inquiète les services de Michel Rocard.

L'augmentation globale du revenu ne doit pas non plus laisser dans l'ombre des disparités qui restent très vives. Disparités régionales : dans dix-huit départements, le revenu agricole moyen des exploitants à plein temps reste inférieur à 60 000 F. Disparités selon les productions : les vins de qualité et les oléagineux ont permis à leurs producteurs des hausses de revenus de plus de 50 %, alors que les indices restent négatifs pour les fruits, les œufs et la betterave.

Enfin, même si des productions comme le porc, qui marquent sur l'année 1982 une nette augmentation, ne sont pas à l'abri de désastres qui, en quelques semaines, peuvent compromettre l'effort de plusieurs années.

F. de G.

LES VICTIMES N'INTERESSENT PAS LA DROITE !

Le projet de loi sur les victimes ne peut décemment pas être exploité... la droite n'assiste pas au vote et sa presse fait le silence

PAR PAUL LEDUC

C'EST à l'unanimité que le projet de loi présenté le 5 mai par Robert Badinter pour renforcer la protection des victimes a été adopté par les députés. Pourtant on n'a enregistré que 330 voix « pour » ce projet. Et aucune voix « contre ». Où étaient donc passées les nombreuses voix manquantes ? Voici l'explication, aussi simple que révélatrice : aucun député de l'opposition n'a jugé bon de prendre part au vote du texte malgré son importance. L'U.d.f. n'était même pas représentée dans l'hémicycle pendant le débat. Voilà qui mérite d'être souligné et donne la mesure de l'hypocrisie de la droite. Son prétendu intérêt pour les victimes apparaît ainsi inversement proportionnel à la place qu'elle leur accorde dans ses envolées électoralistes larmoyantes.

Sérieuse et cohérente, la politique de réformes entreprise par le ministre de la Justice vient donc de franchir une nouvelle étape. Mais, à l'image de la droite, une partie de la presse — prompte à dénoncer certaines mesures, comme la suppression des Quartiers de haute sécurité qui ne concernait cependant que le régime de détention d'une trentaine de condamnés — a glissé rapidement sur des innovations de portée beaucoup plus générale.

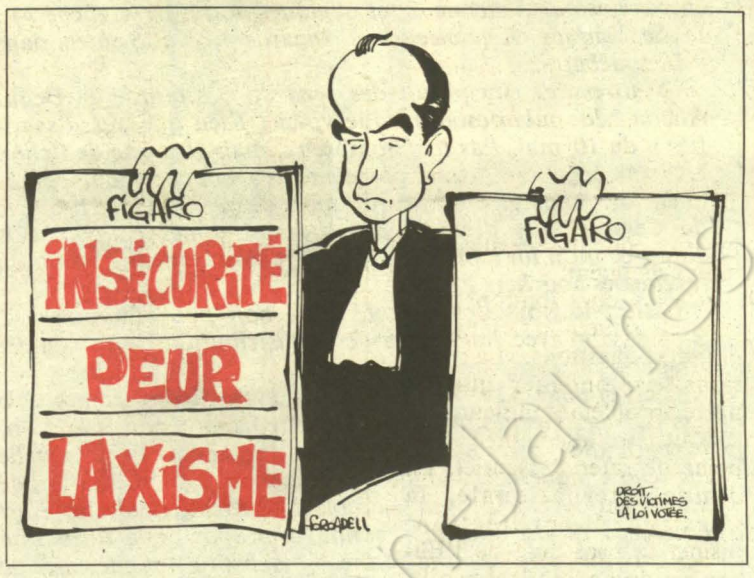
Il est vrai que ces réformes cadrent mal avec l'image purement négative de Badinter que s'acharne à présenter la droite à travers une campagne de dénigrement systématique. C'est plus commode d'ignorer les réalités et, par exemple, de marteler toujours les mêmes inepties sur le pseudo-laxisme de la justice que de proposer une alternative constructive à l'action du garde des Sceaux. Et ceux qui, chaussant leurs gros Rangers, aiment à présenter Badinter comme « l'ami des délinquants », sous prétexte que la prévention et la réinsertion figurent au nombre de ses priorités, éprouvent quelques difficultés à rendre compte de sa volonté, tout aussi affirmée parce que complémentaire, de donner aux victimes la place qui leur revient. Place que la droite ne leur avait encore jamais accordée. Sur ce plan-là, Valéry Giscard d'Estaing et Alain Peyrefitte n'ont pas beaucoup fait pour remédier aux carences de la législation lorsqu'ils en eurent l'occasion. Les incantations sur l'amélioration de la sécurité, par le seul accroissement de la répression, tenaient et tiennent toujours lieu de ligne rouge des toges à la droite. D'où son absence lors du débat sur l'amélioration du sort des victimes, marque d'indifférence plus que d'hostilité.

Le projet de loi de Badinter s'inspire largement du rapport présenté en juillet 1982 par la commission Milliez quelques mois après sa mise en place. Il vient compléter diverses dispositions déjà adoptées en faveur des victimes d'un crime ou d'un délit. Ces dispositions concernent leur information et leur accueil par la police, la gendarmerie et la justice ; l'amélioration et l'extension de l'aide judiciaire ; la couverture désormais prévue par les assureurs des attentats criminels ; le prélèvement mieux organisé d'une partie du pécule des condamnés détenus pour indemniser leurs victimes ; le relèvement des indemnités versées par l'Etat aux victimes d'individus inconnus ou insolvables au titre de la loi du 3 janvier 1977.

Progressistes et audacieux

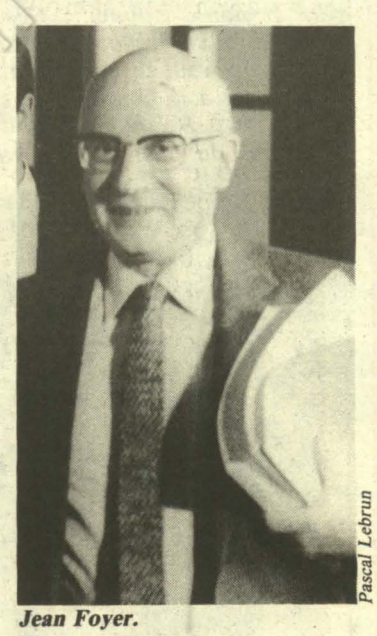
Quelles sont les grandes lignes du texte voté le 5 mai ? Il s'inscrit, comme l'a souligné Badinter, « dans le cadre de la politique globale de solidarité » et vise à garantir pour toute victime d'infraction le droit à l'indemnisation de son préjudice. Avec l'adoption d'une telle loi, la France joue un rôle pilote. Les projets actuellement à l'étude du Conseil de l'Europe sur le sujet, présentés à juste titre comme progressistes et audacieux, restent très en deçà de ce qu'ont voté les députés il y a 8 jours.

Voici quelques exemples concrets des impasses auxquelles entend remédier la nouvelle loi. Et, d'abord le problème des débiteurs de mauvaise foi qui organisent leur insolvabilité. Madame Durand et ses 3 enfants sont abandonnés par M. Durand. Le couple divorce et le tribunal confie la garde des enfants à la mère, condamnant son ex-mari à lui verser une pension alimentaire. Celui-ci met alors l'ensemble de ses biens au nom de sa maîtresse et lui abandonne la gérance de son petit commerce. Officiellement il n'a donc plus ni travail ni ressources. Jusqu'ici, Madame Durand n'avait qu'une seule possibilité : déposer plainte pour abandon de famille. La procédure engagée était toujours longue et pouvait déboucher, après plusieurs mois, sur une condamnation (amende ou emprisonnement éventuellement avec sursis et mise à l'épreuve). En ce cas, dans l'impossibilité de prononcer une saisie-arrêt sur salaire, le juge de l'application des peines ne pouvait qu'exiger un remboursement de l'arriéré par mensualités.



Désormais, Madame Durand pourra déposer une plainte pour organisation frauduleuse d'insolvabilité. Dans le délai d'un mois, le juge d'instruction pourra placer Monsieur Durand sous contrôle judiciaire et le contraindre à effectuer des paiements réguliers. Faute de quoi, Monsieur Durand peut se retrouver en détention provisoire. Par la suite, pour avoir organisé son insolvabilité, M. Durand pourra être condamné à une amende de 6000 F à 120 000 F et à une peine de prison (de 6 mois à 3 ans). Complice, sa maîtresse pourra être tenue solidaire du remboursement des pensions impayées, quitte à voir saisis les biens que lui a frauduleusement donnés M. Durand. Voilà qui devrait dissuader les complices des « astucieux » sans scrupules qui parvenaient jusqu'ici à échapper à leurs obligations. D'autant que le texte vaut aussi bien pour les simples individus que pour les dirigeants de sociétés.

Autres exemples. Un écolier reçoit une pierre dans l'œil pendant une rixe et devient borgne. Celui qui a lancé la pierre n'est pas identifié. L'assurance scolaire ne joue pas, non plus que celles souscrites par les parents. La loi de 1977 n'aurait pas permis d'indemniser cet écolier, puisqu'il ne subit aucune perte de salaire. Désormais, compte tenu du trouble grave que ce handicap peut occasionner dans sa vie, l'écolier pourra toucher une indemnité de l'Etat.


Pascal Lebrun

Jean Foyer.

Une jeune femme est agressée en rentrant chez elle par des voleurs qui emportent son sac à main contenant son salaire. Pas de témoins, les auteurs du vol ne peuvent être retrouvés. La victime subit une incapacité de travail de plusieurs mois et doit suivre une coûteuse rééducation. Avec la loi de 1977, en raison de sa profession libérale, ni la perte de salaire dûe à son long arrêt de travail, ni ses soins coûteux n'auraient suffi à lui faire octroyer des indemnités. Il n'en ira désormais plus de même.

La nouvelle loi a donc une portée très vaste. Elle aboutit tout à la fois à protéger les victimes des manœuvres de ceux qui organisent leur insolvabilité, à simplifier la mise en œuvre et à renforcer l'efficacité de l'action civile, à accélérer la réparation des préjudices, par exemple en autorisant l'intervention des assureurs dès la phase du procès pénal, et à élargir l'indemnisation par l'Etat des victimes d'auteurs inconnus ou insolvables.

Sur ce dernier aspect, la loi de 1977 ne permettait d'indemniser la victime que s'il y avait préjudice économique et si celle-ci se trouvait dans une « situation matérielle grave ». Très sévères les commissions d'indemnisation rejettaient 60 à 70 % des demandes. Sur 285 requêtes déposées en 1980, 97 seulement ont été jugées recevables pour lesquelles 6,2 millions de francs d'indemnités ont été versés au total. Soit pas plus de la moitié du budget global alors dégagé à cet effet.

Plus d'embouteillages

Le plafond de l'indemnisation a été porté en 1983 de 210000 F à 250000 F (+ 19 %). Et le projet de loi de Badinter permettra d'étendre le champ d'application de ces indemnisations à tous les cas où la victime pourra invoquer un « trouble grave dans ses conditions de vie ». Un trouble que ne sera plus limité à un préjudice économique mais pourra consister en une atteinte directe à son intégrité physique ou mentale. De ce fait, le crédit prévisionnel pour ces indemnisations a été pratiquement doublé et porté à 24 millions de francs pour 1984. Enfin le nombre des commissions qui statuent sur ces indemnités sera accru puisqu'il y en aura désormais une dans chaque tribunal de grande instance. Donc plus d'embouteillages comme jusqu'à présent où il n'y a qu'une seule commission par cour d'appel.

Ces innovations qui peuvent concerner chacun d'entre nous ne sont pas minces. D'autres textes viendront bientôt s'y ajouter, comme celui sur les victimes d'accidents de la circulation. La richesse de la matière n'a pas empêché le député socialiste, Jean-Pierre Michel, puis Robert Badinter de s'émouvoir à juste titre des propos scandaleux tenus, au cours du week-end précédent, par Jean Foyer, député R.p.r. et ancien garde des Sceaux. S'exprimant devant une des officines idéologiques de la droite, le Club de l'Horloge, Foyer avait parlé de la nécessité de « nettoyer la chancellerie », et d'« enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé » lorsque la droite reviendra au pouvoir. Propos éloquents sur les conceptions démocratiques de celui qui les a tenus et du public auquel ils étaient destinés. Badinter a amené Foyer, alors à la tribune, à admettre qu'il ne fallait pas nécessairement être de droite pour rendre une bonne justice. Pour qui en douterait, extorquer une telle concession à Foyer relève de l'exploit. On ne saurait trop en féliciter le ministre. Même si, l'émotion et la surprise passées, la droite se ressaisit et considère que, hors d'elle, il n'est rien de légitime. ●

POUR UN CONGRES DE LA REUSSITE

PAR LIONEL JOSPIN

A l'occasion d'une réunion d'un certain nombre de responsables nationaux et fédéraux (dits du courant A) du Parti socialiste, qui s'est tenue samedi dernier à Créteil pour débattre de la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse, les participants ont reçu un texte du Premier secrétaire du Parti, celui-ci y expose ce que sont selon lui les conditions de la réussite du congrès et quelles sont les questions qui devraient y être débattues. Lionel Jospin a tenu à ce que ce texte soit adressé à tous les militants du Parti. C'est pourquoi nous le publions ici intégralement.

LA préparation de notre congrès s'ouvre traditionnellement par la phase des contributions. C'est une phase plus libre, moins formelle, moins catégorique que celle des motions. Elle doit nous servir à faire vivre le débat. C'est dans ce cadre que je fais ces suggestions.

I. DANS QUEL ETAT D'ESPRIT ABORDER LE CONGRES

La question centrale, c'est comment réussir le congrès. Pour cela, nous n'allons pas monter une mise en scène. Un congrès a sa vie propre, et tout ne peut être prévu à l'avance. Mais, pour être réussi, ce congrès doit être celui d'un parti qui discute, qui a confiance en soi, qui est prêt à se mobiliser derrière le gouvernement, tout en lui disant ce qu'il croit juste. Si ce congrès devait être celui de la fascination de l'échec (et du positionnement des responsables par rapport à celui-ci), ce serait un désastre. Ce congrès doit être tendu vers la réussite.

— C'est ainsi que nous devons le préparer, nous, les responsables. Sans querelles de personnes, sans exclusive, avec un état d'esprit positif, car nous avons assez de problèmes avec le monde extérieur sans nous en créer d'autres nous-mêmes.

— Nos textes, contributions nationales ou fédérales, ne doivent pas être préparés pour le seul usage des socialistes. Ils seront connus de l'opinion et doivent donc être compris par elle. Les débats pour initiés et les excès de langage sont à bannir. Le P.s. doit continuer à apparaître comme une force ouverte, moderne, de conviction et de proposition. Il ne doit pas donner de lui une image fermée ni prêter à la caricature. On peut être ferme sur les principes et ouvert dans le ton. Crier, c'est déjà renoncer à convaincre.

— Nos textes doivent éviter toute dramatisation excessive, car celle-ci — qui suggère que nous vivons une situation anormale, voire dangereuse — ne peut que servir la droite. Dramatiser, c'est risquer de donner l'impression que les événements nous échappent.

— Nos contributions doivent clairement délimiter les grandes questions. La politique économique, qui est notre problème majeur, ne saurait être escamotée sous peine de rater l'essentiel. La donne internationale, la question du protectionnisme, le problème de l'Europe doivent être absolument traités, car ils sont au cœur de nos difficultés et de leur solution.

— Nos analyses, qui doivent être lucides, peuvent être critiques. Il est bon qu'elles rappellent nos principes, nos objectifs et nos préférences. Mais elles doivent aussi dégager des perspectives et proposer des solutions. Si l'on veut que le congrès soit utile et pèse sur les événements, il faut qu'il ne se borne pas à des mises en garde ou à des pétitions de principe. Sinon, nous nous réserverons les principes, et le gouvernement se chargera des faits.

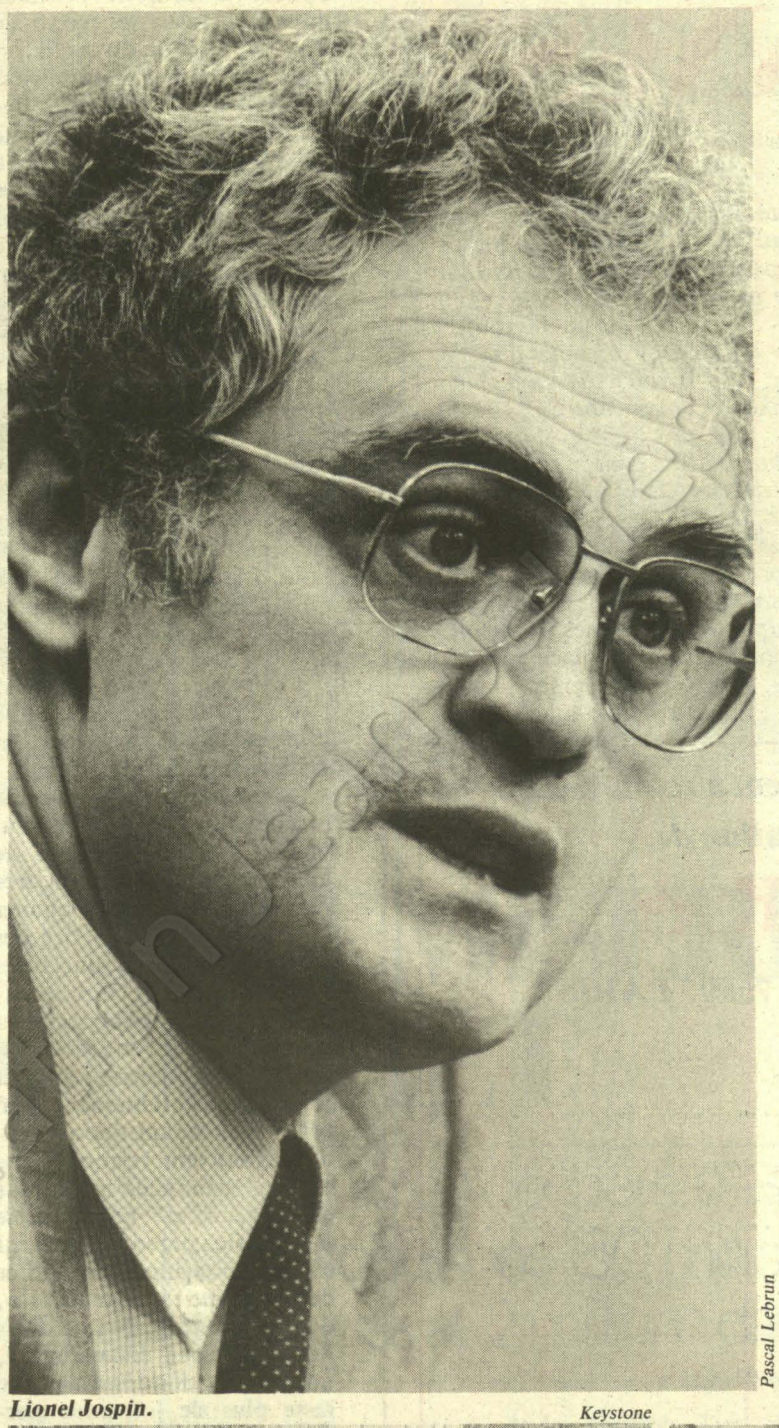


Pascal Lebrun

Avec Pierre Joxe.

— Nous devons dire ce que nous voulons. Mais avant de le dire, il vaut peut-être mieux se demander ce qui pourra être fait. Nous ne sommes pas le gouvernement, mais nous ne sommes pas étrangers au gouvernement. Clamer ce que nous savons ne pas devoir être fait ne ferait que suggérer notre impuissance.

— Nos réflexions, notamment sur le plan économique, doivent être axées sur le moyen terme. Le congrès balise la période qui va de fin 1983 à fin 1985. Le plan de redressement actuel est une donnée. Nous l'avons d'ailleurs approuvé. Nous devons donc porter les yeux plus loin, pour dire ce que nous voulons après. De ce point de vue, il faut être clair : on ne peut être contre la politique gouvernementale (qui est forcément celle du président de la République) et appartenir à la direction du parti. Sauf, naturellement, si la direction du parti était contre la politique gouvernementale. Mais cela ne serait pas sans conséquence.



Pascal Lebrun

Lionel Jospin.



Keystone

Avec le président Mitterrand.



A.f.p.

Avec Jean Poperen.

II. LES GRANDES QUESTIONS DU CONGRES

Le congrès devra aborder plusieurs grandes questions. Et proposer des réponses. J'en évoque ici plusieurs.

— Quelle est notre analyse de la situation internationale et quelle place souhaitons-nous pour la France ? Sommes-nous toujours (tout en affirmant et en vivant notre fidélité à l'Alliance) pour la dissolution simultanée des blocs, ou faudrait-il devenir avant tout antisoviétique ? Faut-il être hostile à l'Allemagne ? Quel risque représente pour nous la politique économique et monétaire des Etats-Unis ? Sommes-nous retombés sous « le parapluie américain », ou avons-nous une force de dissuasion indépendante ? Quel contenu voulons-nous donner à l'Europe ? Quelle place au tiers monde ? Il faut reprendre ces questions, car je constate des glissements importants au sein de la direction du parti sur ces sujets.

Peut-on poursuivre une politique de réformes sociales, de répartition plus juste, peut-on stabiliser puis réduire le chômage sans croissance ? Ma réponse est non. Le plan de redressement est pour moi un moment et ne doit pas signifier une réorientation à terme des objectifs de notre politique économique et sociale. Le partage du travail peut aider à créer des emplois, à condition de ne pas rêver à la diminution des salaires. Mais il ne suffit pas. Dès lors, toute une série de questions se posent : il faut accroître la productivité et planifier ses conséquences (en matière d'emploi et de répartition). Peut-on chercher à fixer une « règle du jeu » à l'intérieur sans fixer des « règles du jeu » à l'extérieur ? Peut-on accepter qu'on nous dicte un dollar à 7,40, lequel risque de compromettre le plan de redressement, sans qu'il y aille de notre faute ? On ne le pourra pas longtemps. Quel rôle assigner à l'Europe, qui est en crise ? Quelle part faire au marché intérieur et au marché extérieur ? Le parti socialiste doit préparer des propositions sur le système monétaire international, l'Europe, les relations Nord-Sud et la politique de développement (accords de co-développement). Il doit aborder sans tabou la question du protectionnisme.

(suite en page 8)

OBJECTIF : 10 000 NOUVEAUX ABONNES

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoins du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (250 F)*** ☐

**** abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

(suite de la page 7)

— Pour qui menons-nous notre politique ? Nous dirigeons le pays, mais la France n'est pas une entité abstraite. La droite au pouvoir favorisait clairement les intérêts de certains groupes sociaux. Par rapport à quels groupes sociaux axons-nous notre politique ? C'est une des grandes questions du congrès de la période en cours. Comment réaliser dans les faits le front de classe ? Si l'on dit qu'il est constitué pour l'essentiel par les ouvriers d'industrie, les employés, une grande partie de la fonction publique (dont les enseignants), les techniciens, une partie des cadres et la fraction pauvre de la paysannerie, peut-on, tout en préservant les équilibres économiques, en motivant les entrepreneurs et en obtenant la neutralité des intermédiaires et des professions libérales, rassembler les premières catégories derrière notre politique ? Comment dominer leurs contradictions internes ? Il nous faudra pour cela dire quelle évolution de revenus nous souhaitons.

Le parti devra rappeler naturellement sa stratégie d'union de la gauche, car certains semblent l'oublier.

— Comment redonner de la souplesse au jeu institutionnel ? Les institutions de la Ve République sont très rigides. Il faut donc trouver ou retrouver des lieux et des marges à partir desquels des négociations et des compromis sont possibles. Le et les partis doivent s'exprimer. Le Parlement doit jouer plus pleinement son rôle. Les organisations syndicales doivent retrouver des espaces pour affirmer leur existence. C'est pourquoi je me méfie personnellement de la tentation de monter des « grandes machines », des « Grenelle-bis » dans lesquelles tout est globalisé, mis à plat, décidé. Car il ne reste plus de jeu pour personne, plus de place pour l'action et la négociation des organisations représentatives. Attention alors que tout ne reflue vers le pouvoir d'Etat.

— Comment maîtriser un certain nombre de grandes questions de sociétés ? En France, les besoins de sécurité et d'autorité, d'une part, de liberté et d'initiative, d'autre part, tendent à s'exaspérer, créant des tensions et des incompréhensions dans notre société.

Sur le problème de la sécurité, des enquêtes rapides et réussies après des attentats, une action efficace (et qui semble techniquement possible à condition de repenser certaines missions de la police) contre la petite criminalité feront plus pour calmer les gens que tout recours à l'idéologie sécuritaire. Quant à l'autorité, elle est affaire de style gouvernemental. Il doit être simple, direct, explicatif et aussi peu technocratique que possible.

Sur la question de l'immigration, il faut prendre position clairement contre l'immigration clandestine et être efficace sur ce point. Pour ce qui concerne la masse de la population immigrée, celle-ci restera en France. Il vaut mieux le dire, expliquer pourquoi et veiller au comment. Il faut faire reculer la droite et l'extrême droite et redonner confiance à la gauche sur ce thème. Il ne faut pas, en tout cas, avoir un discours intérieur que nous n'osons plus défendre à l'extérieur.

Sur la question des libertés, qui, en France, n'est pas en cause, il faut que le P.s. reste à l'écoute des sensibilités diverses et nouvelles qui naissent dans la société et que, sans céder aux modes notamment parisiennes, il en prenne sa part.

III. LES PROBLEMES DU PARTI

— Un point est essentiel : il faut réhabiliter le rôle du parti, être fier de ce qu'il représente et de sa fonction. Les militants devront se prononcer clairement sur la théorie de « l'appareil vertical ». Je ne crois pas que le P.s. soit un instrument inadapté, un appareil coupé des réalités. C'est, au contraire, une collectivité vivante d'hommes et de femmes issus d'une histoire (celle du mouvement ouvrier) et rassemblés pour réaliser un projet de société. Il n'y a pas de démocratie sans partis ; pas de dictature sans mort des partis ; pas de retour à la démocratie sans renaissance des partis. Cette critique systématique du P.s. (en tant que parti) de la part de certains milieux, y compris de gauche, est donc suspecte. Il faut engager le débat sur ce point et le trancher.

— Notre parti est un parti de synthèse et non un parti de monopole idéologique ou d'exclusive. Il est au confluent de plusieurs traditions et de plusieurs courants historiques de la pensée socialiste (marxisme, guesdisme, jauressisme, proudhonisme, socialisme chrétien, etc.). Il ne poursuivra son développement qu'en préservant ce patrimoine. Dans ce sens, toute offensive antimarxiste (par exemple sur la question des droits de l'homme que les marxistes authentiques défendent autant que d'autres) doit être récusée. Aucun courant idéologique ne peut s'imposer aux autres.

— Notre parti doit rester un parti de débat et devenir un parti de masse. Le P.s. discute chaque semaine au niveau de sa direction. Et l'on débat dans les sections. Mais entre les congrès, ce débat n'est guère organisé. Il faudra veiller à prévoir des débats réguliers sur un certain nombre de grandes questions avec les militants entre nos deux prochains congrès.

Il faudra de plus en plus donner un style de masse à nos actions. Ce qui suppose un langage plus simple, une meilleure synchronisation avec l'action gouvernementale, des relais plus rapides avec les militants, un renforcement du secteur communication et quelques autres mesures d'organisation. Je demanderai que la direction du parti et nos secrétaires fédéraux nous fassent des propositions précises pour avancer dans ce sens.

— Le parti socialiste doit retrouver le sens de la règle. Le parti socialiste n'est pas une fédération de « groupes » ou de « provinces ». Il est un parti national avec ses statuts, ses règles, sa discipline. Il n'a pas une direction « parisienne » (comme je m'irrite de l'entendre dire) mais une direction nationale élue par son congrès. Il n'y a pas plus de socialisme « angevin » qu'il n'y a de socialisme « parisien », même si les données régionales sont utiles à connaître. Les incertitudes qui ont succédé à un triomphe trop soudain expliquent-elles la multiplication des disputes locales dans le parti ? Il est, en tout cas, nécessaire et urgent de rediscuter la fonction du parti, de redire ce qu'est une discipline librement consentie et de débattre avec les élus, sans passion et sans esprit d'inquisition, des rapports à établir entre ces élus et, par exemple, les instances locales du parti. Je proposerai qu'une discussion soit organisée sur ce problème.

— Le parti a besoin d'autorité, pas d'autoritarisme. Ceux qui réclament de l'autorité doivent naturellement la respecter. Il faut de l'autorité dans le P.s., mais pas d'autoritarisme. Débattre, argumenter, mener le débat d'idées (y compris sur les questions d'organisation et de discipline) reste le meilleur moyen de faire appliquer les décisions en évitant les cassures. Je ne me laisserai pas aller à la tentation de « caporaliser » le P.s. En aurai-je l'intention qu'il ne le supporterait pas.

— La direction du parti doit résulter des choix politiques. C'est la tradition du parti : tout congrès décide de l'orientation politique et, sur cette base, élit le comité directeur et prépare l'élection du bureau exécutif et du secrétariat national. On ne peut donc composer la direction du parti par anticipation et sans que la discussion politique ait eu lieu. A nous de faire en sorte que cette discussion porte sur les enjeux réels et d'éviter que les arrière- pensées tactiques viennent au premier plan. C'est dans cet esprit qu'il faut mener le débat avec nos camarades. Et sans oublier que ce congrès ne pourra être fait d'en haut sans les militants.

C'est de cette façon aussi qu'il faut aborder la question du Premier secrétaire. Statutairement, c'est le comité directeur et non le congrès du parti, qui élit celui-ci. Mais il serait difficile d'imaginer que cette question soit abordée dans la presse, y compris de façon polémique, et en tout cas depuis des mois dans une campagne larvée, sans que les militants du parti n'en soient pas eux saisis d'une façon ou d'une autre. Il faudra que cela le soit. Car la prochaine direction du parti socialiste devra être soudée et fraternelle, la période qui vient l'exige. ●



Sygma

Seveso peu après le drame de la dioxine.

SPLENDEURS ET MISERES D'UN DECHET

Il n'y a pas de chômage chez les éliminateurs de déchets, c'est même une profession d'avenir. Et pour cause: nous produisons 150 millions de tonnes de déchets par an dont 18 millions sont toxiques et 2 millions dangereux...

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

CERTAINS sont inertes, d'autres toxiques ; il y a les liquides et les gazeux, les acides et les solvants, les pesticides et les métaux lourds... Le monde des déchets a de quoi surprendre par sa variété. Car toute activité humaine, quelle qu'elle soit, fabrique des ordures. Et la sophistication de notre appareil de production a amené les sociétés industrialisées à « inventer » des matières de plus en plus complexes, dans un processus de fabrication qui entraîne la création de déchets de plus en plus complexes eux aussi. Un exemple : le chromage et le nickelage des matières plastiques utilisées pour des têtes de robinets ou pour des enjoliveurs automobiles nécessitent un décapage préalable, par trempage des matières plastiques dans des bains sulfuro-chromiques. Et si ces bains usés sont rejetés dans l'environnement, ils peuvent l'empoisonner gravement.

La société française produit 150 millions de tonnes de déchets par an, dont la plus grosse partie — 100 millions de tonnes — est constituée de résidus inertes : déblais et déchets minéraux divers provenant surtout des activités minières.

Viennent ensuite 32 millions de tonnes de déchets « banals », assimilables aux ordures ménagères. Puis les déchets « spéciaux », qui contiennent des éléments toxiques en plus ou moins grande concentration : 18 millions de tonnes. Parmi lesquels on distingue les « dangereux » : 2 millions de tonnes par an.

La mesure du problème

Ces chiffres ne sont bien sûr que des évaluations, obtenues après des inventaires qui souffrent de plusieurs extrapolations : ils se fondent sur des enquêtes par échantillons, qui ont été extrapolées à l'échelle du territoire entier, bien que certaines régions aient été épargnées par ces inventaires. Et ceux-ci ont été menés par des bureau d'études différents, ce qui en rend la synthèse difficile.

Mais ces chiffres, pour approximatifs qu'ils soient, donnent un ordre de grandeur et permettent de saisir la mesure du problème. Un problème qui n'est pas dominé par ceux qui produisent les déchets. Et c'est là que les ennuis commencent.

Car, pour l'instant, la conscience de l'existence de ce problème n'a été partagée que par quelques professionnels et quelques fonctionnaires. Qui sait, en France, que chacun d'entre nous produit chaque année trois cents kilos d'ordures ménagères et sept cents kilos de déchets industriels ? Et que, plus ce que nous produisons a de qualités, plus la chaîne des déchets s'enrichit ?...

Une nouvelle fonction est née, celle d'éliminateur de déchets. Un métier d'avenir. Plutôt bien payé. Passionnant aux dires de ceux qui en vivent. Car, même si on a appris beaucoup en la matière au cours de ces dernières années, beaucoup reste à comprendre. C'est une activité neuve où on apprend tous les jours. Et les chercheurs ont toutes sortes d'études en cours, sur les nuisances des déchets et les moyens de les prévenir. Des recherches qui manquent, hélas, de financements.

L'affaire des fûts de dioxine égarés a évidemment provoqué un branle-bas de combat dans cette fourmilière qui travaillait jusqu'à présent dans l'ombre. Et, dans l'ensemble, ces « pros » ne sont pas mécontents de l'agitation et du soudain intérêt des médias à leur endroit. C'est un peu l'heure de la reconnaissance. Avec un risque, cependant, dont ils sont conscients : l'amalgame est vite fait entre les margoulins et les professionnels « sérieux ».

Ces « sérieux », qui sont-ils ? Il y a d'abord les courtiers, dont la tâche consiste à proposer aux industriels la meilleure solution pour les débarrasser de leurs déchets. Revalorisation, traitements, mise en décharge.

La plus importante société de courtage, Scori, est une filiale de la Régie Renault. « Notre première démarche consiste à voir ce que vaut un déchet », explique son directeur, Dominique Bernard. Les deux tiers environ du chiffre d'affaires de Scori sont ainsi obtenus grâce à la revalorisation, même si l'essentiel des tonnages qu'elle traite — 90 % — est détruit ou mis en décharge.

Le courtier, dans l'affaire des fûts disparus, peut faire un peu figure d'accusé. C'est en effet par lui, en la personne de Paringaux, un courtier qui avait pourtant pignon sur rue et traitait avec certains des plus gros industriels français, que le scandale est arrivé. Certains ne se privent pas de remarquer que les courtiers sont, dans la chaîne du déchet, les moins contrôlés et qu'il arrive aux plus indélicats de proposer les solutions les moins chères, qui ne sont pas nécessairement les plus sérieuses.

Un secret étonnant

Pourtant, le courtier ne peut seul porter le chapeau. D'abord parce que, d'après la loi française, l'industriel qui a produit le déchet en est responsable jusqu'à sa bonne fin. Ensuite parce que

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

le courtier ne traite que sur papier et qu'il lui faut, pour détourner la loi, la complicité d'un autre élément de la chaîne, l'exploitant d'une décharge, par exemple.

« Je préférerai être contrôlé, explique Dominique Bernard. Car la transparence ne peut que servir celui qui est utile : on ne met des écrans que lorsqu'on a peur d'être court-circuité. Ce qui signifie qu'on ne sert à rien. C'est pourquoi nous sommes toujours en recherche, nous évoluons toujours. »

A propos de l'affaire de la dioxine, ce qui étonne le plus Dominique Bernard, c'est le secret. « Il y a une solution à tout. Pourquoi se cacher ? Il y a seulement des solutions plus ou moins élégantes. »




Gamma

Manifestation à la décharge de Bellegarde.



A.f.p.

La décharge de Roumazières.

La solution la plus élégante, c'est évidemment la revalorisation. Parce qu'elle évite une pollution tout en économisant matières premières et énergie. On peut récupérer de tout : l'or, l'argent, le cuivre et l'étain qui entrent dans la fabrication des ordinateurs envoyés à la casse ; les vieux papiers et les cartons ; les solvants usés qu'on peut nettoyer et recycler ; les impuretés des jus de betteraves sucrières qui sont eux aussi valorisables... Il y a des milliers d'exemples, que l'A.n.r.e.d. (Association pour la récupération et l'élimination des déchets) divulgue à qui en fait la demande. Elle a même créé une douzaine de bourses de déchets où, par petites annonces, celui qui veut se débarrasser de pneus usés trouvera l'industriel prêt à les brûler au lieu de fuel.

Le plus brutal et le plus simple

Hélas, les résidus industriels ne sont pas toujours valorisables, en tout cas, jamais dans leur totalité. Il faut alors traiter, si la toxicité du produit ne permet pas une mise en décharge directe. Les métaux lourds subissent des traitements physico-chimiques qui consistent à donner au produit une forme non soluble. La seconde méthode, qui concerne aussi bien les produits hydrocarburés simples que les déchets organiques complexes, est un traitement d'oxydation, chimique ou par incinération. « L'incinération : le plus brutal, le plus simple mais aussi le plus cher », commente Jacques Demblans, directeur général de Trédi, filiale de E.m.c., une société à capitaux publics. Trédi est, avec une filiale de la Lyonnaise de Eaux, une des deux plus importantes sociétés de traitement du pays.

Sa tâche s'est considérablement compliquée depuis quelques années. « Au début, il y a une dizaine d'années, c'était un métier facile. Depuis que les industriels cherchent à récupérer et à recycler au maximum, ce qui nous arrive est beaucoup plus difficile à traiter, car les produits les plus simples, comme les solvants, servent, par exemple, à produire de la vapeur. »

Ce qui arrive finalement dans les fours de Trédi, ce sont des produits complexes. Parfois même des déchets à la fois minéraux et organiques, qui doivent subir deux traitements différents. Les résidus, étant plus concentrés, doivent être manipulés avec plus de précautions. Dans les fours s'opèrent d'étranges alchimies : on y mixe les déchets, pour obtenir la meilleure combustion possible, mais en évitant les mélanges détonants. Et, à la sortie, on dépoussière les fumées ou on les lave pour obtenir des poussières ou des boues, les plus inertes possibles, qui seront ensuite stockées en décharges.

C'est en effet ici que tout déchet finit. Et c'est ici aussi que s'exercent les contrôles les plus fermes. Car ouvrir une décharge n'est pas chose facile et, pour y être entreposé, un produit devra passer un certain nombre de barrages.

« Premièrement, on cherche la meilleure possibilité géologique : des carrières d'argiles », raconte Jacques Simond, directeur de France-Déchets et gestionnaire de neuf décharges de classe 1 sur la douzaine qui, situées sur le territoire français, peuvent accueillir les déchets dits « spéciaux ».

L'argile a bien des propriétés. L'imperméabilité, d'abord et la capacité, par échange d'ions, de détruire quelques-uns des produits les plus toxiques, comme le mercure.

Après les études géologiques et la constitution d'un dossier d'impact, l'ouverture de la décharge est soumise à enquête d'utilité publique. « Et là, nous nous heurtons toujours au même principe : chez le voisin, mais pas chez nous », raconte Jacques Simond.

Une fois la décharge en activité, chaque camion qui veut y déposer des déchets est sévèrement contrôlé ; le laboratoire vérifie en particulier que le produit est bien le même que celui qui était attendu, qui avait été analysé en détail et qui, pour être accepté, devait être conforme aux normes fixées par l'arrêté préfectoral qui avait permis la mise en service de la décharge.

A Roumazières, s'il y a aujourd'hui problème, c'est d'abord en raison de cet arrêté préfectoral, particulièrement laxiste ou imprécis, contrairement à ceux qui régissent les autres décharges contrôlées. Il y a ensuite des problèmes d'exploitation. « Lorsqu'on nous a demandé, il y a quelques mois, d'en reprendre la gestion, nous avons calculé qu'il y avait quatre millions de francs de travaux pour la mettre aux normes et la faire fonctionner correctement », raconte Jacques Simond.

Véritable psychose

On comprend que les populations qui vivent autour de ces trous plus ou moins bien contrôlés s'inquiètent. Même si parfois cette inquiètude prend des formes surprenantes. Comme à Bellegarde, dans l'Hérault, où on s'est alarmé de l'arrivée de 500 tonnes de déchets italiens. Contrairement à ce qui en a été dit, il s'agit de déchets dont on connaît à la fois l'origine et la composition et qui, mélangés à du calcaire, ont été neutralisés.

Pourtant, on a vu se développer à Bellegarde une véritable psychose, imputable autant aux difficultés que peut rencontrer la population lorsqu'elle désire s'informer qu'à des craintes parfois irraisonnées. Jacques Simond considère Bellegarde comme le meilleur site de France : « A cent quarante mètres de profondeur, on trouve encore de l'argile ! »

Certes, tous les risques ne peuvent être couverts. En particulier, pas celui d'un tremblement de terre. Et pourtant, il faut bien faire quelque chose de ces déchets. Et même si la décharge n'est pas une solution parfaite, elle a le mérite d'être contrôlée. « Chaque jour, nous faisons faire demi-tour à des camions. Nous refusons 6 000 tonnes par an », raconte Jacques Simond. Qu'en advient-il ?

Environ 600 000 tonnes chaque année qui ne sont ni incinérées, ni mises en décharges, ni traitées par les industriels eux-mêmes (600 000 autres tonnes sur lesquelles les contrôles de l'administration ne sont pas très efficaces, en particulier en matière de stockages temporaires). Chiffres troublants, sur lesquels nous n'avons bien sûr aucune assurance, puisqu'ils se fondent sur des inventaires imparfaits et sur des enquêtes qui datent de 1974.

Il y a fort à parier que ces résidus-là finissent dans des puits, dans des fossés même. En 1978, l'administration avait recensé cent quinze « points noirs », décharges sauvages dans lesquelles des municipalités et de très grosses entreprises avaient des responsabilités directes. Aujourd'hui, ne reste plus qu'une dizaine de cas non résolus. Pourtant les mailles du filet restent larges et les indélicats ne manquent pas.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille jeter le bébé avec l'eau du bain. Et remettre en cause l'ensemble d'un dispositif qui a, par ailleurs, ses mérites. Gardons-nous surtout de toute hypocrisie et de toute lâcheté. Nier qu'un problème existe serait stupide. Nier aussi la nécessité de le résoudre serait criminel. Chaque résidu répertorié et stocké dans une décharge y sera toujours moins dangereux que rejeté au fil de l'eau. Idée apparemment simple mais qui demandera aux responsables politiques, aux industriels et aux populations une réelle volonté de comprendre. Et, comme le disait Huguette Bouchardeau, la capacité à travailler ensemble, à échanger des informations.

L'affaire des fûts de dioxine, parce qu'elle est psychologiquement marquée par le drame de Seveso, risque de passionner démesurément un débat déjà délicat, qui touche aux peurs les plus profondes de populations qui ne maîtrisent pas du tout les données du processus technologique. Pourtant, ce scandale pourrait être aussi l'occasion d'une prise de conscience collective : admettre qu'à toute production nouvelle il faudrait adjoindre dès sa prévision un traitement de ses déchets. Cela coûterait-il si cher ? ●

LA LOI ET LES DECHETS:

A LA FOIS LE VIDE ET LE TROP-PLEIN

Il n'y a pas que les fûts de dioxine qui s'évanouissent, les textes législatifs et réglementaires relatifs aux déchets ont aussi cette tendance

PAR PIERRE-YVES POINDRON

IL n'y a pas que les fûts de dioxine qui s'évanouissent Dieu sait où, les textes législatifs et réglementaires ont tendance eux aussi à perdre corps. Il suffit parfois d'un petit rien pour bloquer la machine réglementaire et lui faire perdre de son efficacité : qu'un décret, pourtant expressément prévu par le législateur dans une loi déjà vieille de huit ans, ne soit pas pris, et celle-ci est vidée d'une bonne partie de sa substance. Pour peu que se surajoute à cette absence une sourde rivalité entre les services d'une même administration, et les bonnes intentions mettent à côté de la plaque.

Le décret fantôme

Où en est actuellement en France l'arsenal réglementaire concernant les déchets industriels ? Autant le dire tout de suite, c'est à la fois le vide et le trop-plein. Pourtant le législateur a peaufiné coup sur coup deux lois relatives à ce lancinant problème. Mais l'une et l'autre procèdent de démarches différentes. La première date du 15 juillet 1975. Elle ambitionne de résoudre la question des déchets dans son ensemble, de leur « production » à leur élimination ou leur récupération, en passant par leur collecte, leur transport, leur tri. C'est ce qu'on appelle une démarche par filière.

En théorie, rien n'est laissé au hasard. La notion de déchets y est définie sous tous ses aspects. Le principe que les pollueurs sont aussi les payeurs y est posé. Elle ménage des possibilités de réduire les flux de déchets toxiques ou dangereux, encourage leur revalorisation lorsque cela est possible, envisage toutes les obligations du type service public qui président au contrôle et à l'élimination des produits toxiques. Sans oublier les sanctions en cas d'inobservance de la loi. Une belle loi en vérité. Un seul ennui, mais de taille, il manque un décret d'application ! La loi prévoit que « certaines catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations pour lesquelles l'exploitant est titulaire d'un agrément de l'administration... ». Par voie de conséquence, les producteurs de déchets spéciaux, générateurs de nuisances, qui les remettent ou font remettre « à tout autre que l'exploitant d'une installation d'élimination agréée, sont solidairement responsables avec lui des dommages causés par ces déchets ». Or, depuis que la loi existe, aucun agrément n'a été donné, faute de décret en précisant la procédure. Ce décret a pourtant été préparé, il a reçu l'accord des parties intéressées, notamment du C.n.p.f., mais n'est toujours pas passé. Comme il précisait, en outre, la notion de transfert de responsabilités entre le producteur et lesdits établissements agréés, on reste en la matière dans un flou artistique.

Que s'est-il passé entretemps ? Entre-temps, une autre loi, en date du 19 juillet 1976, sur les installations classées pour la protection de l'environnement est passée au Parlement. Envisageant le problème à la source, mais seulement à la source, elle réglemente l'ouverture et l'exploitation des entreprises industrielles qui peuvent provoquer des nuisances. En vertu de quoi, les installations qui présentent un risque sont soumises à une procédure d'autorisation préalable. Elles font l'objet d'une étude d'impact et, après moult consultations, une autorisation préfectorale est délivrée, autorisation assortie de prescriptions techniques d'exploitation élaborées par la direction interdépartementale de l'industrie. Sont également visés par cette procédure de classement les stations de transit, les décharges, les établissements de traitement et d'incinération des déchets industriels provenant d'une installation classée. Vous suivez ? Non ! Pourtant, c'est à partir de là que le bât blesse, car « classée » ne signifie pas « agréée », et on va voir dans un instant la différence. On a pourtant fait comme si les deux étaient synonymes. Après la promulgation de la seconde loi, les différents titulaires du ministère de l'Environnement ont jugé inutile de mettre en place la procédure d'agrément, sous le motif qu'elle ferait double emploi avec celle de classement.

Pourtant, les procédures sont distinctes et comment ! D'un côté, le classement relève d'une décision préfectorale où les considérations économico-sociales locales peuvent prendre le pas sur la protection de l'environnement... Il peut sembler opportun d'implanter ici une décharge, là une usine de traitement, ne serait-ce que pour « amener des emplois ». L'agrément, lui, relève d'une décision administrative, à un plus haut niveau, dont on peut penser qu'elle s'appuie sur des critères de protection de l'environnement plus intangibles.

Entorse à la réglementation

« Procès d'intention ! diront les tenants de la procédure de classement. Celle-ci est suffisante pour empêcher les bavures. D'ailleurs, consultez la circulaire du 22 janvier 1980 portant instructions techniques pour la mise en décharge de déchets industriels, et vous verrez comme celle-ci précise les critères qui président aux arrêtés d'autorisation. » Impossible de passer au travers de ladite circulaire ? Voire ! Et Roumazières ? Roumazières, cette décharge sur laquelle le Service des déchets du ministère de l'Environnement jugeait bon, fin 1981, d'attirer l'attention de la direction interdépartementale de l'industrie Aquitaine-Poitou-Charentes, à cause des différentes entorses à la réglementation. Que prévoit, en effet, la réglementation pour qu'un site soit considéré de classe, comme l'est la décharge de Roumazières ? Dans ce cas, un plancher argileux de cinq mètres d'épaisseur doit garantir l'étanchéité nécessaire à la protection des eaux souterraines. Que prescrit l'arrêté d'autorisation ? Que le plancher calcaire sera recouvert d'une épaisseur d'argile d'un mètre environ de matériau tassé. Il y a, on le voit, une différence entre les instructions de l'administration centrale et leur respect sur le terrain.

Dans le même temps, le service des déchets attirait également l'attention de la D.i.i. sur la liste « imprécise » des déchets spéciaux autorisés sur la décharge de Roumazières. Là aussi, que précisent les annexes de la circulaire du 22 janvier 1980 ? Que l'arsenic fait partie des déchets devant être refusés dans les sites de classe I ? Aurait-on trouvé de l'arsenic à Roumazières si la décharge avait fait l'objet d'une procédure d'agrément ? Tout est affaire de surveillance, dira-t-on, et qu'importe la procédure adoptée ? Il n'empêche que la procédure des installations classées montre ses limites.

Un vide juridique

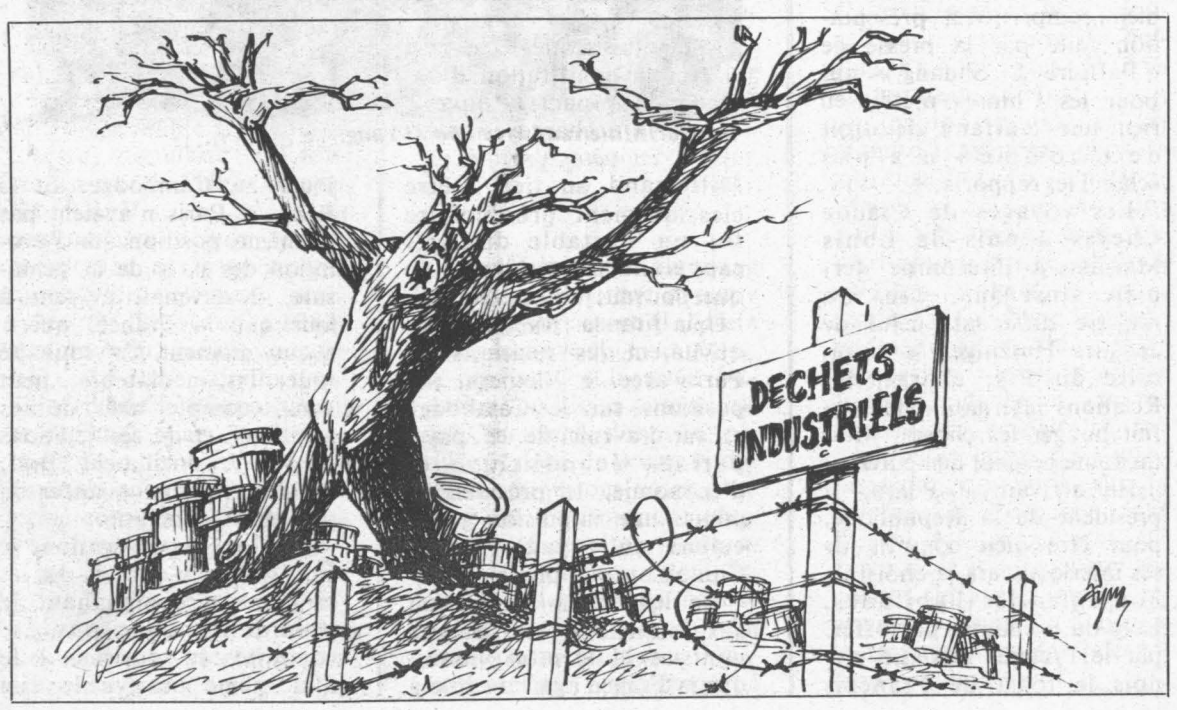
Cette procédure souffre d'ambiguïté et, dans bien des cas, on peut parler d'autorisation « au coup par coup ». On le voit avec Roumazières, un arrêté d'autorisation peut être imprécis. De plus, la loi de 1976 ne vise pas les transporteurs de déchets, par exemple.

Le vide que laisse le décret fantôme est préjudiciable à une politique nationale des déchets, qui ne peut se contenter de simples prescriptions techniques mais doit pousser à la revalorisation ou à la réduction des flux. Seul l'agrément, prévoyant des obligations de service public, pourrait aller en ce sens. Mais il y a plus : le décret instituait des règles du jeu entre les différents partenaires, notamment le partage des responsabilités. Dans une affaire comme celle des fûts de Seveso, cette procédure d'agrément fait cruellement défaut : la société italienne aurait-elle confié ces fûts à une entreprise non agréée ? Sans doute pas. Mais en l'absence de règle du jeu, tout est permis.

La section C.f.d.t. de l'Anred déplorait déjà en novembre 1981 cette absence de texte qui « empêche de contrôler l'élimination correcte des déchets dangereux pour l'environnement ». « C'est ainsi, poursuit le syndicat, que sur 18 millions de tonnes de tels déchets industriels produits chaque année, seules 700 000 tonnes sont détruites dans des centres collectifs et 500 000 tonnes, enfouies en décharges spécialisées. On a toute raison de penser qu'une part non négligeable des quantités restantes est rejetée sans précaution dans le milieu naturel, sans traitement satisfaisant ni valorisation. » Mais les textes qui auraient permis « d'instaurer un agrément filières de traitement... sont toujours dans les tiroirs ».

Pourquoi ? Pressions du milieu industriel ? Une partie du milieu industriel serait pourtant intéressée par la parution d'un texte qui l'aurait dégagé de ses responsabilités, quitte à trouver de nouvelles modalités de financement. Mais une autre partie est hostile à la notion de service public par laquelle l'Etat fixe des obligations aux exploitants des déchets. Faut-il voir aussi dans cette lacune la conséquence de sourdes rivalités qui agitent les services de l'administration ? Certains murmurent au ministère de l'Environnement que le Service des mines demeure très attaché à ses prérogatives. Or, le classement des établissements, on l'a vu, relève de ses compétences.

Deux philosophies s'opposent : l'une, plus statique, veut qu'on établisse des normes pour chaque installation, source de nuisances ; l'autre tente de résoudre le problème globalement et raisonne sur la notion de filières, de politique globale. Les partisans de la première jouent de fait le rôle de conseiller technique des industriels pollueurs... Les autres sont un peu les empêcheurs de faire tourner les déchets en rond. Les deux démarches ne sont, du reste, pas incompatibles. Il est sans doute grand temps d'avoir une politique concertée des déchets, et de préférence, une politique européenne. ●



FRANCE-CHINE : LE PLUS HONORABLE CORRESPONDANT

Le voyage de François Mitterrand en Chine fut fécond sur tous les plans : politique, économique, diplomatique et culturel

PAR GUY PERRIMOND

« CE ne fut pas un voyage comme les autres, une visite présidentielle comme il en existe tant, seulement nécessaire, naturelle. Ce fut un « grand » voyage. Et pourtant... » Avant le départ de François Mitterrand pour la Chine, les diplomates se plaisaient à recenser les motifs poussant les deux pays à améliorer leurs rapports, à les préciser, les approfondir. Mais ils ajoutaient immanquablement « et pourtant »... Au retour du président de la République, le « pourtant » avait disparu. Les obstacles recensés avaient disparu.

Voyons d'abord les motifs. Du côté chinois ils sont évidents. Après l'échec du « tout Amérique », Pékin était contraint de rechercher de nouveaux partenaires. Le « tout Amérique » avait déçu dans le domaine économique mais aussi à propos de Taiwan, des pays de l'ancienne Indochine, ainsi que du côté des échanges technologiques. Les rapports privilégiés avec l'un des deux Grands devaient faire place à une vision multipolaire.

Or les limites des rapports avec le Japon sont claires. Non seulement les échanges matières premières — technologie ont des frontières, mais le poids du passé est souvent très lourd : ce que l'on a appelé la « querelle des livres d'histoire » le prouve. Le Japon pouvait être un partenaire actif, mais il ne pouvait pas devenir le seul partenaire. S'il devenait intéressant pour Pékin de rediscuter avec l'U.r.s.s., dès lors qu'ici et là des changements avaient eu lieu, cela ne pouvait aller bien loin. Certes la pression aux frontières pouvait diminuer, les échanges économiques reprendre, mais le problème du Cambodge — et du Vietnam — restait pesant. Le tiers monde ? Celui-ci peut être, sur le plan politique, choyé. Le récent voyage du Premier ministre Zho Zi Yang le prouve. Mais les limites économiques des rapports entre la Chine et les autres pays du Sud sont évidentes. Restait donc l'Europe, et donc la France qui est, parmi les pays européens, le partenaire le plus ancien, celui dont la démarche est la mieux comprise. De surcroît François Mitterrand n'était pas un inconnu pour les Chinois : ses voyages précédents — en 1961 et en 1981 — pouvaient en témoigner.

Du côté français il était important de saisir une opportunité : la France et la Chine ont dans les instances internationales des positions très proches sur les rapports Nord-Sud, sur les transferts de technologie, sur l'indépendance nationale, etc. Sur le plan économique il convenait — sérieusement cette fois — de « se placer ». Et sur le plan politique l'intérêt porté par les deux gouvernements — pour des motifs différents — à la péninsule indochinoise est suffisant à lui seul pour justifier de discussions approfondies.

Le toast du président

Les complémentarités étant évidentes on comprend que les diplomates, quelques rares journalistes aient dressé le catalogue des motifs d'accord. Restait le « pourtant ».

Car ce qu'il faut appeler « des circonstances malencontreuses », à défaut de parler de malentendus, ont freiné le mouvement. Durant ces deux dernières années, les Chinois n'ont pas toujours bien compris quelques-unes des attitudes françaises. Par exemple l'accord financier signé en 1981 avec le Vietnam. A Pékin certains, ne prenant pas en compte les liens tissés dans le passé, ont cru y voir un choix, le Vietnam « contre »la chine, alors qu'il s'agissait de tout autre chose. De la même manière le poids de la politique intérieure sur le calendrier des visites — qu'il s'agisse de responsables de l'Etat ou du P.s. — n'a pas toujours été bien compris. La présentation faite par la presse de « l'affaire Li Shuang » qui pour les Chinois n'était en rien une « affaire de droit de l'homme » n'a pas éclairci les rapports.

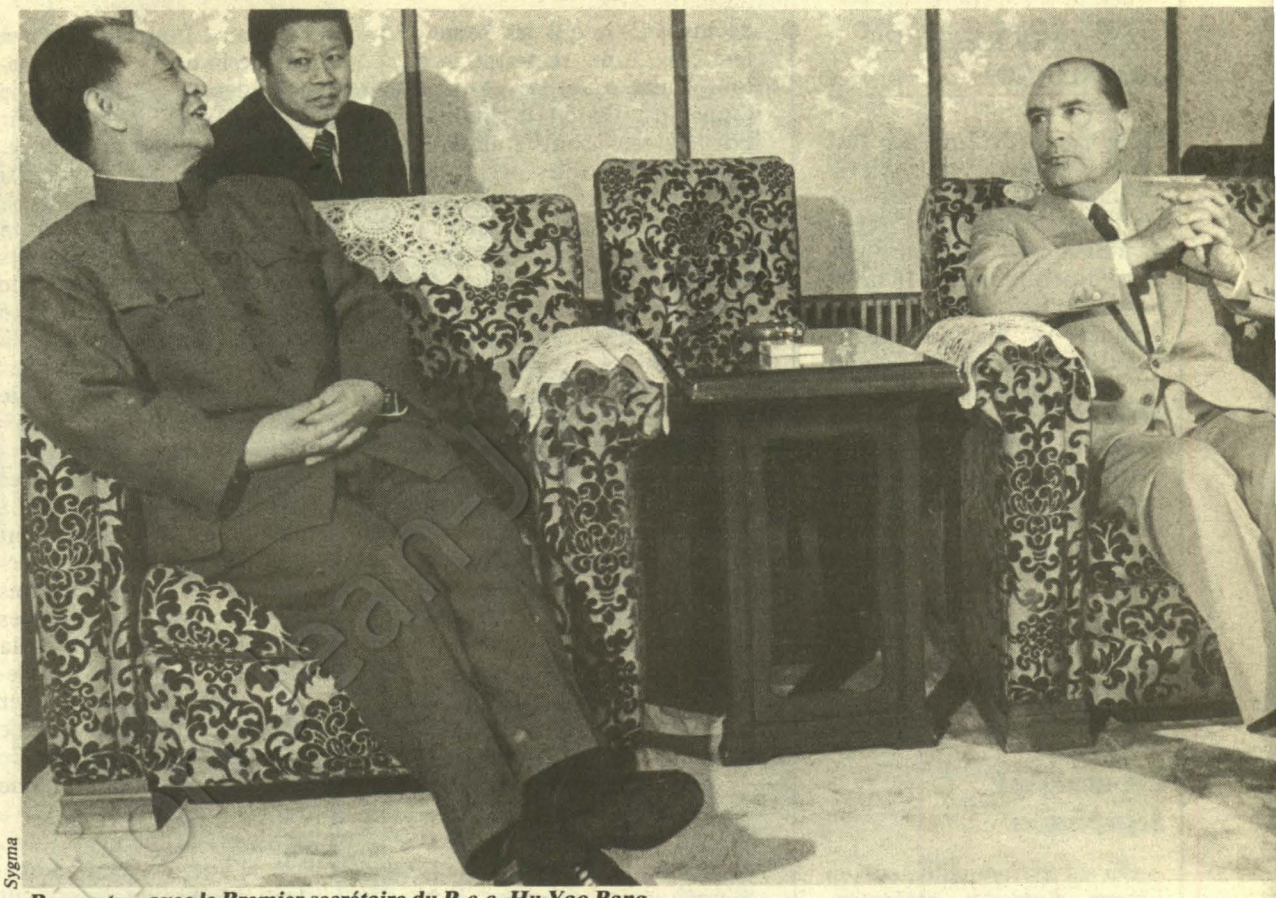
Les voyages de Claude Cheysson puis de Louis Mermaz à l'automne dernier, ainsi que, dans un registre différent, celui de Jacques Hutzinger le secrétaire du P.s. chargé des Relations internationales ont fait bouger les choses. Mais un doute pouvait demeurer.

En arrivant à Pékin, le président de la République, pour être bien compris de ses interlocuteurs, a choisi de bousculer les habitudes. Lors du premier repas offert par le Premier ministre chinois le toast de François Mitterrand au lieu d'être classiquement protocolaire fut un véritable discours rappelant ce qu'était, ce que pouvait, ce que souhaitait la France. Rappelant ce qu'étaient les relations de Paris avec le Vietnam, ses positions sur le Cambodge et sur l'avenir de ce pays, parlant de politique et d'économie, le président a donne une impulsion particulière au voyage. Et les Chinois ont compris.

Le lendemain s'adressant aux journalistes, le Premier ministre chinois expliquait que la France avait un rôle à jouer au Cambodge. Et si Pékin et Paris n'avaient pas la même position sur l'évolution des pays de la péninsule, il devenait évident à tous que la France, qui à aucun moment n'a souhaité jouer les médiateurs, peut avoir, compte tenu de ses positions et de ses relations un rôle... conciliateur. Bref, d'aider à faire avancer la paix et la démocratie.

Dès lors, les délégations se sont mises au travail. Et les ministres accompagnant le président n'ont pas été contraints au tourisme. « Je n'ai même pas vu la cité interdite », disait l'un d'eux à son retour à Paris. Très vite la « visite » s'est transformée. Et les résultats ont été fructueux.

On a souvent tendance à croire que le « culturel » sert à « boucher les trous » lorsque les diplomates n'arrivent pas à conclure en d'autres domaines. C'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette. L'acord signé la semaine dernière est à cet égard significatif : à partir de 1984 le français sera enseigné à la télévision. Dans les mêmes conditions que l'anglais. Qui



Sygma

Rencontre avec le Premier secrétaire du P.c.c. Hu Yao Bang.



Sygma

François Mitterrand avec Zho Zi Yang.



Au site impérial de Xian.

l'est, il faut le savoir, à une heure de grande écoute. A long terme cet accord sera déterminant. Car si une vieille tradition liait les intellectuels chinois à la France — le président de la République a d'ailleurs décoré de la légion d'honneur Pa Kin, un des plus grands écrivains chinois qui écrivit son premier livre dans notre pays — la tradition s'est usée. Or, si l'on veut que « le reste suive » il faut commencer par « resserrer le liens », rendre la France proche. Ce qui passe par une connaissance de la langue et de notre civilisation.

Huit millions d'heures de travail

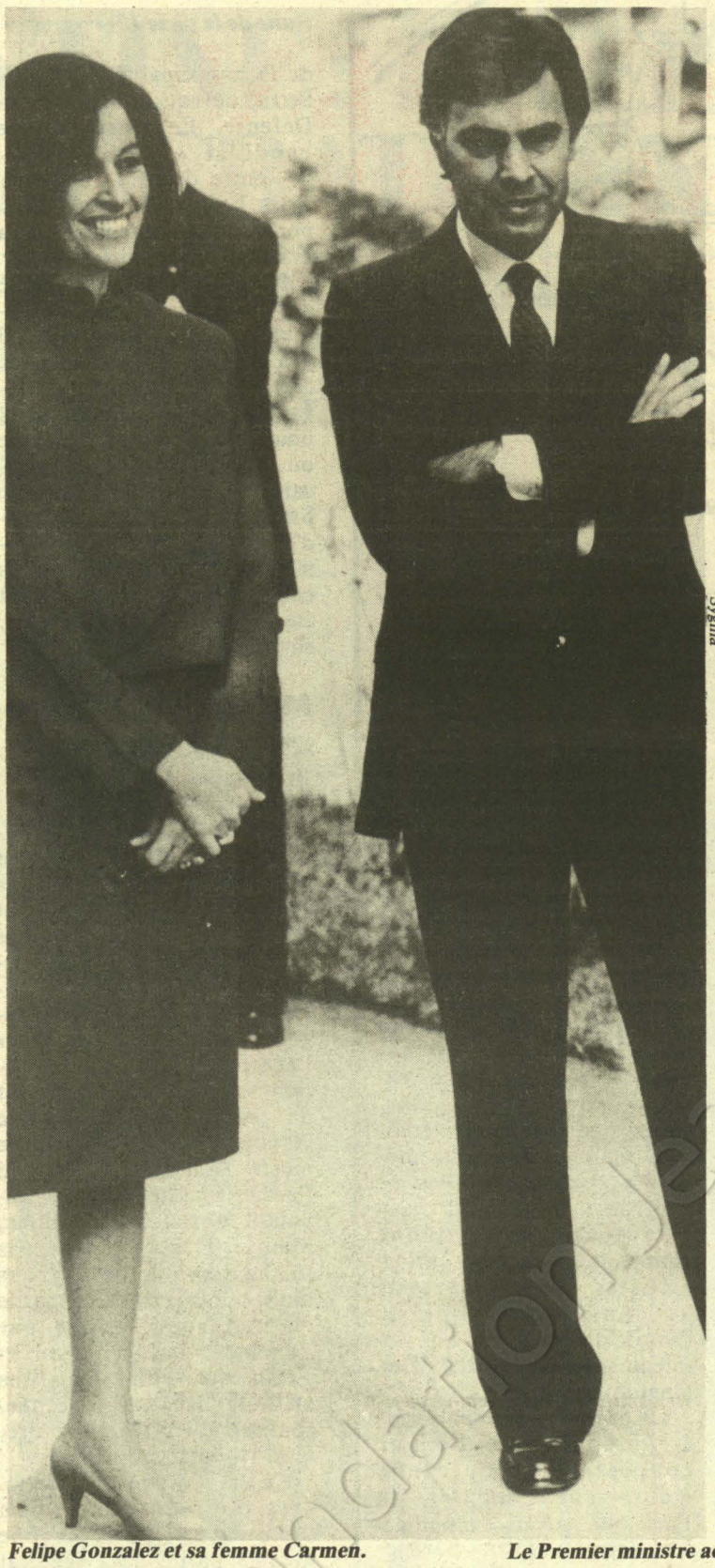
Sur le plan économique, le voyage n'a pas été inutile. Loin de là. On le sait, un mémorandum a été signé sur la livraison de deux centrales nucléaires. La première sera construite près de Canton. Elle servira à alimenter en électricité Hong-Kong, ce qui explique un « couplage » avec des industriels anglais. L'autre, ensuite, sera aménagée près de Shanghai. Si la discussion n'est pas totalement terminée en ce qui concerne les modalités financières, l'essentiel est acquis. Et chacun des « îlots nucléaires » à construire représente huit millions d'heures de travail! D'autres domaines ont été explorés. Tout d'abord les télécommunications. La France était absente de ce qui peut devenir un des « marchés du siècle ». C'est I.t.t., par l'intermédiaire d'une filiale belge, qui semblait devoir obtenir le marché. Compte tenu de la « qualité française » les Chinois ont décidé de « comparer les produits ». Deux missions vont donc venir en France. Un technicien résumait l'espoir qu'une telle annonce a fait naître : « Rien n'est acquis, mais nous aurons notre chance. » D'autres discussions ont porté sur les transports ferroviaires — locomotives et entretien du réseau — sur la modernisation de l'aéroport de Shanghai et sur l'agro-alimentaire. Ainsi que sur la « modernisation des entreprises ». Ce qui en clair signifie que pour favoriser les transferts de technologie à tous les niveaux, un coordinateur-chine pourrait être nommé du côté français afin de gérer, de faciliter les rapports de l'industrie française avec l'économie chinoise.

On le voit, les retombées économique, culturelle, politique de ce voyage sont multiples. Le « pourtant » des observateurs n'a pas résisté à la dynamique voulue par le président de la République. Dans un pays en mutation rapide — tous ceux qui dans la délégation étaient déjà venus en Chine en témoignent — sur le plan économique et sur le « style de vie », l'un étant le reflet de l'autre, la France s'appuyant sur de vieilles relations les a actualisées, approfondies. Ce qui pour l'avenir et la présence de la France dans cette zone est déterminant. ●

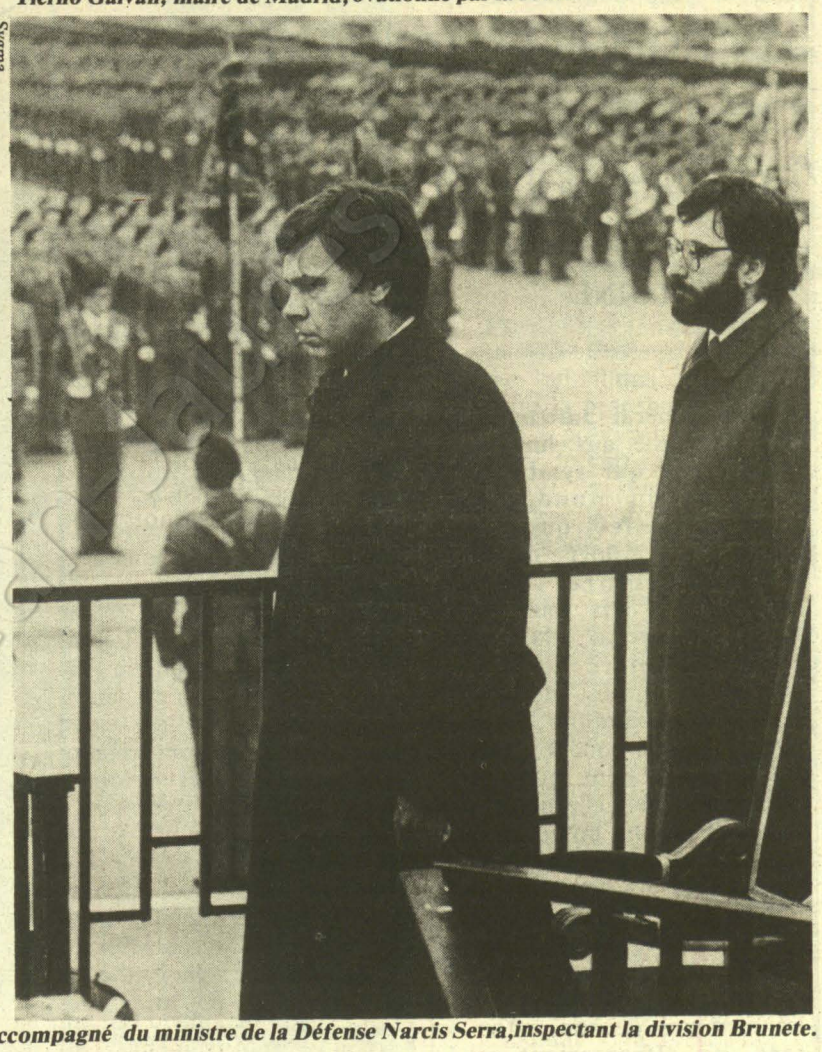


A.f.p.

Tierno Galvan, maire de Madrid, ovationné par la foule.



Felipe Gonzalez et sa femme Carmen.



Sygma

Le Premier ministre accompagné du ministre de la Défense Narcis Serra, inspectant la division Brunete.

ESPAGNE : OLE !

Un triomphe. Avec près de 44 % des voix, les socialistes font une véritable razzia de villes : Madrid et Barcelone bien sûr mais aussi Saint-Jacques-de-Compostelle

PAR GILBERT SANS

LA victoire écrasante du Parti socialiste aux élections municipales espagnoles de dimanche dernier constitue, à coup sûr, un véritable référendum d'appui populaire au gouvernement de Felipe Gonzalez. Le P.s.o.e. n'est au pouvoir que depuis décembre dernier après sa victoire absolue aux élections générales du 28 octobre 1982. Au pouvoir politique central, le P.s.o.e. ajoute donc aujourd'hui le pouvoir local et régional. Car, le dimanche 8 mai, on votait aussi en Espagne pour la direction de treize communautés régionales autonomes.

Un triomphe. Avec près de 44 % des voix, les socialistes conquièrent la majorité dans plus de 80 % des villes de plus de cent mille habitants. Dans les scrutins régionaux, le Parti socialiste ouvrier l'emporte — avec la majorité absolue dans neuf de ces régions — dans onze cas sur treize.

Cinq Espagnols sur dix ont voté socialiste

Le système démocratique ne semble donc pas déplaire au peuple espagnol qui a ainsi renouvelé, avec éclat, sa confiance à la seule formation politique susceptible de l'incarner dans la période : près de cinq Espagnols sur dix ont votés pour le P.s.o.e. dimanche dernier. Ces résultats démontrent à l'évidence que les mesures de rigueur économique prises par le nouveau gouvernement depuis décembre n'ont pas effarouché les travailleurs. C'est sans doute qu'en face de ces mesures de rigueur le monde du travail a pu en apprécier d'autres, comme la « nationalisation » surprise du holding Rumasa (près de 2 % du produit national brut), ou les indispensables (et promises) avancées dans la moralisation du fonctionnement même de la machine d'Etat. Ou encore dans certains accents nouveaux de la politique étrangère du pays, propres à satisfaire les aspirations légitimes d'un peuple bafoué par plus de quarante années de dictature, comme l'ouverture prioritaire sur l'Amérique latine ou l'organisation prochaine sur la présence de l'Espagne dans l'Otan. Alfonso Guerra, incontestable numéro deux socialiste, affirmait même récemment connaître d'avance le résultat d'un tel référendum : ce serait non !

Deux autres facteurs non négligeables ont joué en faveur du P.s.o.e. D'abord l'image de « bonne gestion » des municipalités socialistes sortantes et l'indéniable popularité des « hommes honnêtes » qui dirigeaient nombre de celles-ci. Ainsi, le « vieux professeur » — Enrique Tierno Galvan, exclu de l'Université sous le franquisme — l'a emporté haut la main à Madrid (60 % des sièges) face au « jeune et dynamique » numéro deux d'Alliance populaire, un « ex » militant des groupuscules d'extrême droite. A Barcelone — seconde capitale du pays, périphérique, catalane... et cosmopolite — Pascual Maragall, petit-fils de Joan Maragall, le grand poète du « nationalisme » catalan, successeur à la tête

(suite page 14)

Fondation Jean Jaurès

LES PARADOXES POLONAIS



Face à un front syndical inattendu et aux pressions des "durs" et de Moscou, le général Jaruzelski s'efforce de gagner du temps en attendant la visite du pape

PAR ANTOINE VIOLET

LE général Jaruzelski, l'homme aux lunettes noires qui symbolise aux yeux du monde cet « état de guerre » qui s'est abattu sur la Pologne depuis le 13 décembre 1981, apparaîtra-t-il aux yeux des historiens comme celui qui se sera efforcé, par des moyens détournés, de préserver un minimum de liberté pour ses concitoyens ? La question peut paraître paradoxale mais elle ne peut manquer d'être posée lorsqu'on constate qu'au-delà de la répression des manifestations de « Solidarité » et des « persécutions » auxquelles sont soumis quotidiennement Lech Walesa et les membres de son entourage, un affrontement est aujourd'hui nettement perceptible entre Jaruzelski, appuyé par ceux des dirigeants du régime qui souhaitent faire baisser la tension et les « durs », ouvertement soutenus par Moscou, qui réclament toujours plus de répression et que l'on en finisse avec les contestataires.

La difficulté est que ces contestataires, dont les manifestations du 1er mai ont montré la capacité de mobilisation, ne se recrutent pas seulement parmi les anciens responsables de « Solidarité ». A cet égard, on ne saurait sous-estimer l'importance de l'événement qui s'est produit vendredi dernier dans un appartement d'un quartier périphérique de Varsovie où Lech Walesa a rencontré non pas des clandestins, comme cela avait été le cas à la fin d'avril, mais des dirigeants des syndicats dits « de branche » dont la création avait été officiellement encouragée après les accords de Gdansk. Au total, treize hommes représentant plusieurs secteurs d'activité (bâtiment, métallurgie, enseignants, etc.) et d'accord entre eux non pour reprendre les thèmes de « Solidarité » mais pour s'adresser à la Diète (Parlement) et demander la libération de tous les prisonniers d'opinion et condamnés pour activité syndicale, le rétablissement du pluralisme syndical et la réintégration de toutes les personnes licenciées depuis l'état de guerre.

Face à ce front syndical d'un nouveau genre et auquel probablement elles ne s'attendaient pas, les autorités ont visiblement hésité. Plusieurs des participants à la réunion ont été appréhendés mais il était difficile de traiter la plupart d'entre eux — souvent proches du Bureau politique du Parti — comme Lech Walesa lui-même qui était aussitôt ramené en voiture à son domicile de Gdansk.

Dans le discours qu'il a prononcé le lendemain samedi devant le Congrès du « Mouvement patriotique de renaissance nationale », créé depuis l'institution de l'état de guerre, le général Jaruzelski n'a fait aucune allusion à cet événement mais il a insisté sur le fait que le pouvoir était ouvert au dialogue avec tous ceux qui sont désireux de prendre part à la reconstruction du pays « en respectant les fondements intérieurs et extérieurs du régime ». Discours quelque peu stéréotypé mais relativement modéré y compris vis-à-vis de l'Eglise, même si l'on y trouve une vive attaque contre les « forces antisocialistes », qualifiées de « cinquième colonne de l'impérialisme » et qui seraient manipulées de Washington.

Ce passage a été interprété à Varsovie comme une concession verbale aux « durs » de l'appareil du Parti qui ont été encouragés ces derniers jours par les mises en garde venues de Moscou et contenues notamment dans un article de la revue « Temps nouveaux » reprochant au vice-premier ministre Rakowski (jamais nommé mais très clairement désigné) ses tendances « révisionnistes ». On ne s'y est pas trompé à Varsovie : à travers les circonlocutions utilisées par la revue soviétique c'est bien le général Jaruzelski lui-même qui est visé pour n'avoir pas réussi à mettre un terme à l'activité des contestataires.

D'une certaine manière, cette attaque, qui montre que l'ingérence soviétique dans les affaires polonaises n'est pas un vain mot, peut servir Jaruzelski en montrant aux Polonais qu'il dispose d'une marge d'actions fort étroite. Tout se passe comme si le leader polonais cherchait actuellement à gagner du temps dans la perspective de la prochaine visite du pape qu'il ne souhaite pas compromettre. A cet égard, il aura entendu avec satisfaction l'appel à la paix lancé dimanche par Mgr Glemp qui n'en a pas moins été fortement applaudi par 60 000 personnes rassemblées à Cracovie lorsqu'il a affirmé que pour que la paix soit maintenue, « il faut que la voix du peuple soit entendue ».



A.f.p.

Le général Jaruzelski au Congrès du Mouvement patriotique de renaissance national.

(suite de la page 13)

de la municipalité de Narcis Serra, devenu ministre de la Défense, l'emporte sur le candidat « nationaliste » de centre droit, le banquier Trias Fargas, surtout connu pour son appartenance à la Trilatérale capitaliste.

Ici et là, la personnalité des candidats a pesé indubitablement dans la balance. Il y a dans ce phénomène une certaine logique, bien davantage qu'un goût douteux pour le vedettariat politique ou la politique à l'américaine. C'est qu'en Espagne on peut, encore aujourd'hui, départager fréquemment les hommes politiques entre ceux qui, un jour, ont été proscrits, exilés, exclus, emprisonnés... et les autres.

Mauvaise affaire pour Fraga Iribarne

Avec 26 % des voix, l'Alliance populaire de l'ancien ministre franquiste, Fraga Iribarne, ne maintient qu'avec peine son score des élections générales du 28 octobre 1982. Même si l'ensemble de la presse espagnole se plaît à souligner l'existence d'une bipolarisation de bon augure, force est de constater que près de 20 points séparent tout de même Alianza Popular du Parti socialiste ouvrier. Bipolarisation tempérée donc, Manuel Fraga n'ayant pas su, au cours de ces derniers mois, conquérir une partie de la place occupée par l'ancien parti centriste et s'étant même figé dans une attitude critique forcenée, souvent ultra-réactionnaire, vis-à-vis du gouvernement.

Ce comportement permettait du même coup au P.s.o.e. de conserver une notable partie de l'électorat de centre-gauche favorable à la légitimité démocratique. Encore qu'on puisse s'interroger sur la recherche à tout prix — notamment en Espagne, mais peut-être aussi ailleurs — d'une droite raisonnable et démocratique. Cette recherche ne relèverait-elle pas, finalement, davantage de l'utopie que de la réalité politique ? Le maintien relatif de l'Alliance populaire ne découragera vraisemblablement pas les efforts de certains ex-barons de l'U.c.d., et d'une notable partie de la hiérarchie cléricale, en faveur d'une nouvelle « troisième voie ».

A gauche, c'est-à-dire entre le Parti communiste et le P.s.o.e., les urnes ont été le plus souvent favorables aux équipes sortantes. Le P.c.e. obtient ainsi, avec plus de 60 % des voix, un succès retentissant à Cordoba (la Cordoue de Federico Garcia Lorca), seule capitale de province qu'il détenait, et où la campagne électorale avait farouchement opposé communistes et socialistes. A Sabadell, grosse ville industrielle de la grande banlieue barcelonnaise, les eurocommunistes du P.s.u.c. conservent l'hôtel de ville avec quinze conseillers contre cinq au P.s.o.e.

En revanche, dans une ville équivalente, l'Hospitalet, le P.s.o.e. (sortant) aura dix-neuf conseillers et le P.s.u.c. seulement trois. Lors des dernières élections municipales de 1979, un pacte liait, pour la désignation des maires, le Parti communiste et le Parti socialiste. Ce pacte n'existe plus aujourd'hui. Il est vrai qu'au vu des résultats, les socialistes peuvent, dans la plupart des cas, s'en passer. Pour autant, des accords locaux seront certainement envisagés. Le cas est particulièrement notable à la mairie de Barcelone où, pour gouverner, la gauche devra s'unir.

En pourcentage des voix obtenues, les résultats sont globalement positifs pour le P.c.e. de Gerardo Iglesias, successeur de Santiago Carrillo au secrétariat général du Parti. En passant de 4 % (son score au soir du 28 octobre 1982) à 8 %, le Parti communiste récupère une fraction de son électorat « naturel ». Il demeure cependant assez éloigné de ses résultats au dernier scrutin municipal de 1979 : 13 %.

En Catalogne, la victoire socialiste est spectaculaire. Dans les quatre provinces de cette région, le Parti des socialistes de Catalogne (P.s.c.-P.s.o.e.) l'emporte sur Convergencia i Unio, le mouvement du président actuel de la Généralité, Jordi Pujol ; y compris dans un fief du nationalisme catalan, version petite-bourgeoisie, comme Lérida où le P.s.c.-P.s.o.e. détiendra dix-neuf postes de conseillers contre quatre seulement au parti nationaliste de centre-droit. D'ores et déjà, la question de la succession à la direction de la Généralité — le gouvernement autonome de la Catalogne — se trouve posée ; le prochain scrutin « régional », prévu pour 1984, pourrait ainsi permettre une victoire de la gauche.

Dimanche soir plaza Mayor

Situation plus complexe dans une région plus chaude : le Pays Basque. Incontestablement, le P.s.o.e. y fait une nouvelle percée obtenant nombre d'élus dans les ceinturons industriels des grandes villes. Le P.n.v. (Parti nationaliste basque, démocrate chrétien) maintient toutefois sa majorité électorale. En revanche, Henri Batasuna, coalition légale proche d'Eta-militaire, subit un très net tassement.

Jamais sans doute la pénétration du Parti socialiste ouvrier, après plus d'un siècle d'existence, n'avait été aussi profonde dans la société espagnole. Le P.s.o.e. gouverne même aujourd'hui à Saint-Jacques-de-Compostelle ! Et les milliers de Madrilènes, réunis dimanche soir plaza Mayor — comme le 28 octobre dernier — autour d'un fameux orchestre rock et du célèbre ténor Miguel Rios chantant l'hymne à la joie, n'attendaient pas, n'en déplaise à la télévision française, à la grande presse et à ses chroniqueurs sportifs, Bernard Hinault, mais... Tierno Galvan. ●

ARGENTINE : II. VERS LA DEMOCRATIE ENFIN?

L' Argentine vit une drôle de campagne électorale sous la surveillance de l'appareil répressif toujours prêt à servir si le couple terrible oligarchie-armée trouve que décidément la démocratie va trop loin

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

DEVANT l'ampleur de leur échec, les militaires argentins ont commencé un lent mouvement de repli. « Le terrorisme d'Etat, nous disait récemment un syndicaliste argentin, a maintenu la société tétanisée par la peur mais aujourd'hui la marmite bout à nouveau. » En effet, même si prédomine un sentiment de méfiance et d'incrédulité, les Argentins sont enclins à croire que les élections auront lieu. Personne ne veut faire de pronostics sur les prochains mois et on croit, sans se faire d'illusions à la fin de la dictature.

Bateau ivre

Avant de remettre le pouvoir aux civils, la hiérarchie militaire voudrait obtenir quelques garanties pour l'avenir. Ils font toujours suspendre au-dessus de la tête des Argentins la trop connue menace d'un nouveau « golfe ». Avec la défaite sur les îles Malouines se sont envolés les derniers espoirs de créer un parti politique conservateur. Les figures civiles qui auraient pu l'animer ont fui le bateau ivre de leurs commanditaires en uniforme.

Ces projets politiques agitent encore les casernes et récemment plusieurs personnalités politiques — et aussi quelques officiers — ont dénoncé la préparation d'un accord « militaro-syndical ». Dans un pays malade, où tous les coups sont permis et où les règles du jeu sont largement piégées, la révélation d'un pacte réunissant des officiers de l'armée de terre et des syndicalistes n'a pas soulevé une grande émotion. On peut s'attarder malgré tout sur les « fondements » d'un tel pacte : on signale que les militaires — soucieux de l'avenir de l'institution — peuvent offrir aux syndicalistes la restitution des syndicats occupés par les forces armées depuis 1976, en échange de modération et de silence en ce qui concerne les enquêtes éventuelles sur le comportement des officiers pendant la « sale guerre » et le conflit dans l'Atlantique sud, sans oublier de leur demander de faire la sourde oreille face aux scandales financiers qui tombent sur le régime.

Une autre interprétation explique que, face à la déconfiture du système dictatorial et avec leur méfiance invétérée envers les partis politiques, les officiers sont décidés à composer avec un pouvoir syndical qui pourrait être « le plus ferme rempart contre les idées de la gauche (1) ». Pour les syndicalistes l'opération présenterait quelques avantages non négligeables si on se rappelle que depuis 1976 les militaires n'ont pas caché leur but : démonter la « puissante machine syndicale » coupable, à leurs yeux, de péronisme chronique. L'échec a été total même si actuellement deux courants se partagent l'appareil syndical, tous les deux préoccupés de bien se positionner face à la prochaine période démocratique et pour cela le dialogue avec les militaires est nécessaire.

Les dirigeants syndicaux ne pensent pas pour l'instant à effectuer une consultation démocratique de leurs bases, ils règlent leurs problèmes entre eux et, sachant le pouvoir militaire affaibli, les luttes d'appareils s'accentuent. Celui que toutes les sources signalent comme le cerveau militaire de cette opération politique vers les syndicats est le général Suarez Nelson. Il s'agit d'une personnalité très intéressante puisque presque inconnue de l'opinion publique tout en occupant un poste clé dans le régime dictatorial. Suarez Nelson, fut — de 1976 à 1979 — le colonel chargé de la coordination de tous les services d'intelligence de l'Etat militaire (voir « l'Unité » nº 512). Ses amis le définissent comme « un homme fermement anticommuniste ». D'autre part, les hommes des appareils syndicaux ont vu apparaître sans plaisir quelques mauvais signes ; ici et là dans l'industrie de l'automobile, dans les transports, etc., les bases ont refusé de suivre les mots d'ordre de la hiérarchie et certaines grèves ont été déclenchées malgré l'opposition des dirigeants.


Sygma

Cérémonie en mémoire des morts de la guerre des Malouines.

Régime à bout de souffle

Le pouvoir militaire doit donc affronter un climat social très tendu cependant que la situation économique se détériore. La difficile démocratie que les Argentins souhaitent et méritent apparaît bien fragile face à ces problèmes. Un semblant de campagne électorale a déjà commencé avec des règles du jeu imposées par un régime à bout de souffle et qui essaie de conditionner, dès maintenant, le jeu institutionnel à venir. L'état de siège est maintenu, la législation d'exception qui réprime toutes les activités politiques, droit de réunion, liberté d'expression, etc. est conservée. Mais, après sept ans de suspension, les militaires autorisent à nouveau le fonctionnement des partis politiques qui ont huit mois pour mettre en état de marche les appareils politiques, pour recueillir les adhésions, élire des centaines de candidats à des postes municipaux et nationaux et confectionner les programmes... Il n'est pas facile de s'y retrouver au milieu des interdictions et des permissions changeantes, qui dépendent souvent des sautes d'humeur d'officiers névrosés. Depuis trois mois plusieurs publications ont été fermées par la censure et tous les Argentins savent que la machine répressive est là, tapie dans l'ombre, intouchable et omniprésente. La société n'a pas encore éliminé toutes ses craintes et l'Etat ne fait rien pour la rassurer. Les partis politiques ont terminé la période des affiliations et plus de 300 organisations politiques ont récolté près de 2 000 000 d'adhésions (2), les partis majoritaires (Union civique radicale et Parti péroniste) ont bien entendu pris la tête du mouvement ; mais les chiffres donnés sont une agréable surprise qui met en évidence la faillite des dictateurs et la soif de participation populaire.

Une drôle de campagne électorale se déroule donc et chaque famille politique dépoussière les leaders et les slogans des batailles écoulées. La longue administration militaire et son système répressif n'ont pas favorisé la modernisation de la classe politique argentine. Peu de figures nouvelles et nulle rénovation du discours politique, sauf en ce qui concerne l'antimilitarisme partagé par la plupart des formations politiques. Actuellement les partis peaufinent en catastrophe leurs organisations internes et doivent procéder à l'élection de leurs candidats. Des luttes sévères se déroulent au sein du péronisme qui aligne une bonne dizaine de candidats à la présidence. Le général Perón mort, le mouvement « justicialista » compte aujourd'hui plus de vingt caciques dotés tous de grandes ambitions. Le clivage entre la branche syndicale et les « politiciens » pourrait aussi devenir important si ne ressort pas une figure pour arbitrer la délicate question des candidatures.

L'autre grand parti, l'Union civique radicale, (U.c.r.) vit aussi sous le fracas d'une lutte acharnée entre les deux chefs des courants qui polarisent le parti, d'un côté Fernando de la Rue — traditionnaliste et partisan de l'ancrage historique à droite de l'U.c.r. — et de l'autre Raul Alfonsin — centre-gauche — qui propose un élargissement « national et populaire » du vieux tronc radical. Un accord entre les deux hommes n'est pas à écarter d'autant plus qu'être candidat à la présidence de la nation dans les circonstances actuelles et face à un péronisme encore énergique peut ne pas être l'enjeu principal ; le contrôle de l'appareil national du parti pourrait stratégiquement devenir plus important.

Aucun programme concret n'a été présenté et les attaques verbales devront être suivies de propositions réalistes pour éveiller l'adhésion de la majorité des Argentins ; au-delà d'un esprit de boutique quelconque, c'est l'avenir de la nation qui est en jeu. La participation populaire dans l'édification d'une démocratie juste et égalitaire apparaît aujourd'hui comme possible en dépit des difficultés terribles de l'heure actuelle. Selon toutes les apparences les formations politiques iront aux élections en ordre dispersé, la « reconstruction de la république » que certains dirigeants invoquent ne pourra pas se réaliser dans la dispersion et dans l'éparpillement des volontés, il faudra une ferme unité nationale pour asseoir le pouvoir civil sur des bases solides. Comment envisager sinon certaines tâches prioritaires au niveau économique ? Les centres de pouvoir qui ont soutenu la dictature, les secteurs nationaux et internationaux qui ont favorisé le

(suite en page 16)

(suite de la page 15)

déploiement de la terreur militaire ne vont pas du jour au lendemain lâcher prise. La reconstruction de l'économie nationale va demander des efforts nouveaux aux Argentins.

Quelques données peuvent illustrer l'ampleur du défi face auquel se trouvent les Argentins. L'oligarchie et les militaires — couple terrible de l'histoire nationale — ont dévalisé le pays. Les monétaristes de la pampa laissent une ardoise de 40 milliards de dollars (dette externe) (3). Les économistes argentins s'accordent pour signaler qu'un tiers de la dette correspond à des capitaux qui ne sont jamais entrés en Argentine et qui participent à « l'économie de spéculation » développée dans les dernières années. Dans le premier trimestre 1983, on évalue à un milliard de dollars le montant qui circule dans les circuits financiers « noirs » à l'intérieur du pays...

Par ailleurs il est bizarre de constater que dans un pays autarcique en ce qui concerne l'énergie, l'entreprise nationale des pétroles (Y.p.f.) accumule une dette de 5 128 millions de dollars, heureusement un document confidentiel du secrétariat d'Etat à l'Energie nous explique une partie du mystère : « Une mauvaise gestion a fait perdre, à Y.p.f., le marché national ; au niveau de la commercialisation des hydrocarbures, les multinationales Esso et Shell ont remplacé l'entreprise nationale. » Par ailleurs nous apprenons que — entre 1977 et 1982 — Y.p.f. a réalisé 23 contrats avec des entreprises étrangères qui reçoivent, pour leur exploitation directe, des zones prospectées et perforées par l'entreprise nationale. A Y.p.f. revient donc le travail difficile et risqué ; les multinationales se réservent l'extraction dans des sites confirmés et la commercialisation sur le marché national. Et d'une pierre deux coups, on ruine l'économie argentine et on grignote un peu plus l'indépendance nationale (4). ●

(1) Les plus hautes autorités ont démenti l'existence d'un tel accord, les syndicats aussi ont fait de même.

(2) En octobre 1983, date annoncée pour les élections, 17 892 797 électeurs pourront voter, 48,8 % de l'électorat résident dans la ville de Buenos Aires ou dans la province du même nom. Les milliers d'Argentins qui ont dû quitter le pays en vertu de l'état de siège ne pourront pas voter.

(3) Ce chiffre correspond à décembre 1982 ; quand les militaires et leur ministre de l'Economie Martinez de Hoz prirent le pouvoir en 1976 la dette externe était de 6 milliards de dollars.

(4) Pendant le conflit dans l'Atlantique sud, certains militaires découvrirent avec étonnement que — dans l'hypothèse d'une guerre prolongée — l'Argentine aurait eu des problèmes avec l'approvisionnement en combustibles puisqu'une grande partie des stocks appartiennent à des compagnies étrangères.

LE CHOIX DE JEAN

Militant, Suisse et rebelle Jean Ziegler a encore frappé avec un livre de combat, passionnant et passionné, sur les "peuples de la nuit" désormais seuls "porteurs de lumière"

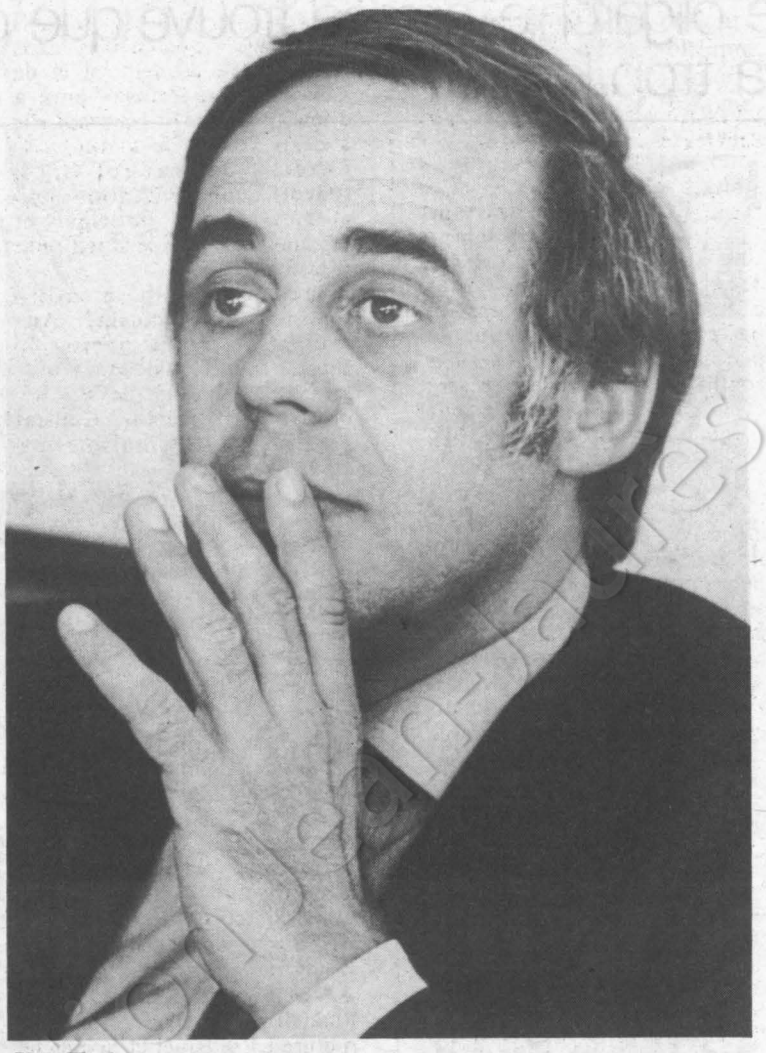
« Contre l'ordre du monde : les Rebelles », de Jean Ziegler. Mouvements armés de libération nationale du tiers monde, Collection Histoire immédiate, Editions du Seuil.

PAR PASCAL HOLENWEG

LES livres de Jean Ziegler sont toujours des « pavés jetés dans la mare ». La mare change, les pavés se succèdent, le geste auguste de celui qui les sème reste le même : il s'agit bien de remuer, de troubler l'eau dormante des « consciences assoupies ». Bref, de provoquer.

Le dernier « pavé » de Jean Ziegler est donc, comme les précédents, un livre de combat. Son titre, déjà, nous l'indique : « Contre l'ordre du monde : les rebelles ». Un préalable : l'injustice de cet ordre du monde, la légitimité, par conséquent, de cette rébellion. Il y a chez Ziegler la revendication, constamment présente, d'un droit naturel à la révolte contre un ordre inacceptable. Il n'est plus besoin de faire la comptabilité des morts, qui rendent précisément cet ordre inacceptable. Le problème est ailleurs : dans les moyens de la révolte. Une fois posée sa légitimité, la négation politique se retrouve face à la question de sa propre organisation. C'est l'objet des « Rebelles » que d'analyser les réponses, ou du moins certaines d'entre elles, apportées à cette question : Comment lutter ? Ou, si l'on veut, que faire ? La paraphrase de Lénine n'est pas innocente : les « cas » étudiés par Ziegler ont au moins un point commun, la référence au marxisme. Ce point commun, entre le Front sandiniste du Nicaragua, le P.A.I.G.C. de Guinée-Bissau, le M.P.L.A. d'Angola, le F.P.L.E. d'Erythrée, ne va pas de soi. D'autres mouvements de libération, qui ne se réfèrent pas à la pensée du grand Karl, méritent tout autant l'attention du chercheur (y compris du chercheur militant) : pensons aux Afghans, pensons aux Kurdes.

Sans doute, toute analyse d'un phénomène politique doit-elle « choisir » ses exemples. Il n'aurait pas été possible à Ziegler, ni à qui que ce soit, de faire une analyse exhaustive de *tous* les mouvements de libération nationale nés dans les trente dernières années. Il n'empêche : la révolte n'est pas tout entière contenue dans la référence marxiste, et tous les « rebelles » ne sont pas — il s'en faut — marxistes.



Jean Ziegler.

Puisque nous en sommes aux doutes, sinon aux reproches, exprimons-en un autre : le champ de la révolte étudiée par Ziegler est, ce n'est pas une surprise, le tiers monde (ou, pour employer un concept probablement plus précis, la « périphérie »). Avec là aussi un préalable : c'est de là, du Sud, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, que viendra le bouleversement indispensable qui jettera bas l'ordre du monde. Ziegler ne se renie pas : ce que ses précédents ouvrages affirmaient, « les Rebelles » le réaffirment : il n'y a plus grand-chose à attendre des pays développés, de leur classe ouvrière aliénée, de leur « bof generations », sinon peut-être un soutien à des luttes menées ailleurs. En fait, l'espoir a changé de continent.

Ce sont les masses misérables du Sud qui donneront naissance à un monde neuf. Notre doute, face à cette certitude, est le suivant : le pouvoir est au centre. Le pouvoir politique, économique, social, culturel, est détenu par les Etats et les multinationales nord-américains, européens, soviétiques. C'est un constat d'évidence. Comment n'en pas tirer la conclusion que, pour renverser ce pouvoir — objectif du militant Ziegler —, il faut le frapper là où il est, c'est-à-dire précisément au centre, à New York, Washington, Francfort, Berlin ou Zurich ? Ziegler répond : « Parce que ce n'est que le pouvoir « visible » que nous percevons chez nous, et non le pouvoir réel, qui s'exerce, lui, sur les espaces, les richesses, les peuples de ''là-bas''. » Le siège social de la multinationale spoliatrice peut bien être à New York, et celui du gouvernement qui la protège à Washington : c'est à San Salvador, à Santiago du Chili, à Kinshasa ou à Rabat que sont les richesses qui font la puissance de nos maîtres.

Convaincante, la démonstration ? Elle pourrait l'être. Mobilisation des énergies « contestataires » ici ? C'est bien moins sûr. Car il faut tirer les conséquences de cette certitude que ce n'est plus du centre que viendra le souffle libérateur : ici, en Europe ou en Amérique du Nord, nous sommes devenus les gardiens d'un cimetière. Les morts y sont illustres, les souvenirs glorieux. Mais ce ne sont plus que des morts, plus que des souvenirs. Nous (nous Européens « de l'Atlantique à l'Oural ») avons fait nos révolutions. Nous avons semé. Mais ce que nous avons semé va germer ailleurs. La révolution majuscule, celle qui réunifiera le monde, libérera les hommes et les délivrera de la fatalité, ce n'est plus à nous de la faire. Nous ne le pouvons plus. Nous ne pouvons plus que la soutenir, soutenir les peuples en lutte au Sud. Car ce sont eux les « porteurs de lumière » dont l'ouvrage de Ziegler étudie le parcours.

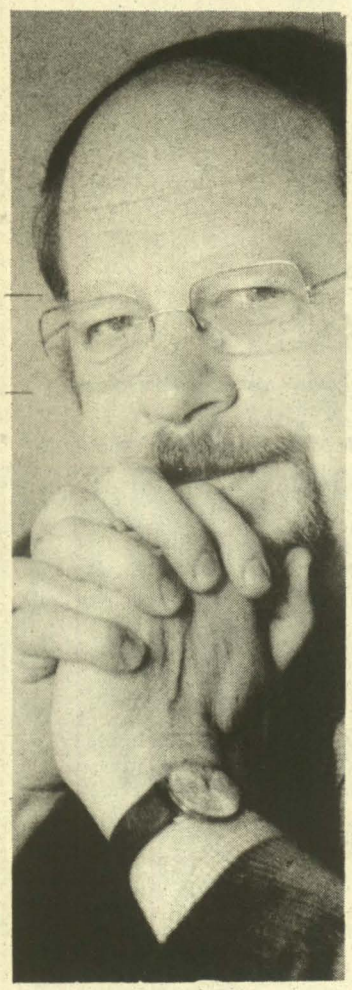
Certitude première : le monde sera changé par les plus misérables, les plus opprimés, ceux qui sont plongés dans la plus profonde des nuits, ceux qui n'ont à perdre que leurs propres chaînes. Pour les pères fondateurs, ceux-là étaient les prolétaires du monde développé, ces armées de miséreux entassés dans les ateliers de la révolution industrielle. Les miséreux ont changé de camp : les ouvriers suisses, allemands, américains ne meurent plus de faim. Ils n'ont plus la conscience négative qui les faisaient « porteurs de lumière ». Leur conscience est « homogénéisée », « nationalisée » — bref, ils sont partie prenante du système à abattre.

Mais aux frontières du monde développé, les « peuples de la nuit » ont grossi : ce sont eux que Ziegler étudie, leurs révoltes qu'il analyse, en eux qu'il place ses espoirs de militant socialiste. Espoirs souvent déçus : il le reconnaît à propos de l'Angola. Il n'y renonce pas lorsqu'il s'agit de Cuba. Et c'est là, peut-être, ce qui pourrait lui être en premier reproché : de vouloir croire avant que d'analyser, de vouloir croire en la force libératoire de la révolution cubaine à un moment où bien des choses indiquent qu'elle n'est plus telle que Ziegler la voudrait.

La démonstration qu'il fait est passionnée, l'analyse des luttes de libération qu'il a choisie, passionnante. Son livre est d'une richesse d'informations remarquable — et sa force de conviction, la générosité du regard sont incontestables. Il faut de tout cela payer le prix : Ziegler parle et écrit de ce qui le passionne — et Dieu sait si son sujet le passionne. Il parlera et écrira donc peu de ce qui le gêne (encore que le drame des combattants érythréens, marxistes massacrés par les armes soviétiques, « amis » d'hier écrasés sous les bombes d'aujourd'hui, soit analysé avec une terrible lucidité).

Au total, un livre qui vaut autant par les questions qu'il pose que par les réponses qu'il donne. Des questions fondamentales, des réponses qui peuvent et qui doivent susciter un débat : si telle est l'intention de l'auteur, et nous la croyons telle, l'objectif est atteint. « Les Rebelles » pèsent du poids de toutes les luttes qui y sont décrites, de tous les morts qui traversent près de 400 pages d'une histoire « pleine de bruit et de fureur », racontée par quelqu'un qui veut lui donner un sens, qui croit en la force des refus et des révoltes, en la nécessité de les soutenir et de les expliquer.

La chronique littéraire de Claude Glayman



LA QUESTION JUIVE, PLUS QUE JAMAIS

Israël continue de faire un tabac dans les maisons d'éditions d'autant que la guerre du Liban et ses suites inspirent les essayistes

— Marek Edelman, Hanna Krall : « Mémoires du ghetto de Varsovie » préface de Pierre Vidal-Naquet, Editions du Scribe.

— Alain Finkielkraut : « la Réprobation d'Israël », Médiations Denoël-Gonthier.

— « Haggadah de la cinquième coupe, illustrations de Raymond Moretti, Editions G. et A. Israël, Edition du Rocher.

— Freddy Raphaël : « Judaïsme et capitalisme », Puf.

— Gerhard Schoenbemer : « l'Etoile jaune », Presses de la Cité.

— Régine Mihal Friedman : « l'Image et son juif. Le Juif dans le cinéma nazi », Payot.

DECIDEMENT Israël ne quitte jamais la Une ! Au Moyen-Orient l'état de guerre a l'âge de l'Etat d'Israël, soit trente-cinq ans, ce qui est beaucoup pour l'un et peu pour l'autre. Le dernier conflit du Liban et le massacre de Sabra et Chatila (voir le petit livre d'Amnon Kapeliouk « Enquête sur un massacre », le Seuil) ont bouleversé, sinon la carte des opérations, du moins les esprits, là-bas et ici. En Europe, le quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie remet au premier plan l'indicible et l'impardonnable. Marek Edelman, l'un des cinq chefs de l'Organisation juive de combat du ghetto, est l'un des très rares survivants, il exerce actuellement la profession de cardiologue à Lodaz. Edelman a refusé de collaborer à la célébration officielle du soulèvement organisé récemment par le gouvernement polonais saisi soudain par on ne sait quel sentiment de respectabilité. Il est vrai qu'Edelman fut un membre actif de « Solidarité », à ce titre il fut même incarcéré un temps.

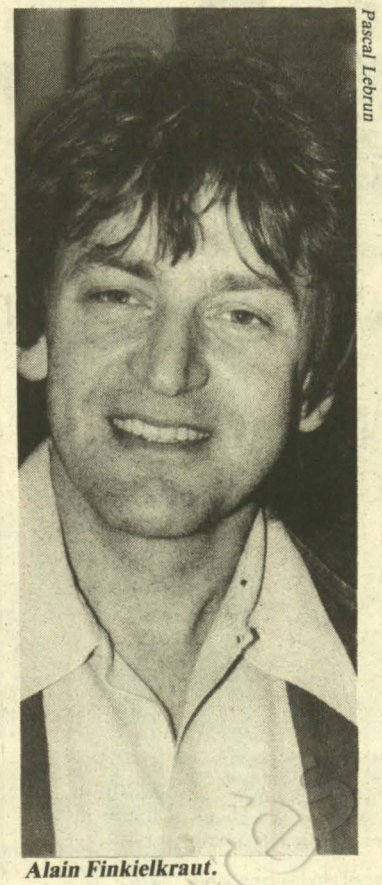
Ainsi le travail de la mémoire non seulement creuse profondément, mais mêle passé et présent. Le livre d'Edelman comprend deux parties : un rapport sur le soulèvement du ghetto, qui date de 1945 et qui a été repris tel quel, et une interview d'Edelman Krall, autre rescapée, ancienne et brillante journaliste de la presse communiste polonaise, écartée par le coup d'Etat du 13 décembre 1981 et dont nous avons pu lire certains textes dans le livre de Pierre Li « Quand les journalistes polonais parlaient » (Mégrelis « l'Unité » du 12 mars 1982).

Travail de la mémoire, travail de la précision : l'interview éclaire le témoignage brut. A avoir pris les armes contre les S.S. du général Stroop étaient-ils deux cent vingt ou plus ? Anielewicz, le jeune chef militaire du ghetto en armes, lorsqu'il était enfant, teignait-il en rouge les poissons que vendait sa mère afin de leur donner une impression de plus grande fraîcheur ! Cette dernière précision a beaucoup heurté : un héros ne saurait avoir des gestes médiocres ! Mais Edelman ne joue pas au héros. Le pourrait-il cet homme qui, sur la place de l'Umschlagplatz, à la limite du ghetto et du Varsovie des « aryens », a vu défiler 400 000 personnes à destination de l'extermination : il était commis à l'hôpital où s'opérait le tri inhumain. Quelqu'un qui a vécu « le Choix de Sophie » 10 000 fois par jour ! Pour cet anti-héros — précieuse mémoire toutefois aux yeux de l'historien — il n'existe que des anecdotes et des observations banales : une demi-douzaine de combattants sont pris par le feu aveuglant d'un projecteur ennemi, point d'héroïsme, il ne reste qu'à tirer dedans ; les habitants du ghetto étaient tous condamnés, le sachant ils s'aimaient et se mariaient beaucoup, « l'amour qui sauve comme une réaction instinctive ». Ainsi s'opposent belle mort et mort disgracieuse. Et comment ne pas comprendre le médecin d'aujourd'hui qui accorde grande attention aux études menées sur les juifs affamés de l'époque, etc. On aura une idée supplémentaire de cette détresse — et peut-être une idée définitive — en découvrant les photos du livre de Gerhard Schoenbemer « l'Etoile jaune » : documents accablants et presque insoutenables dans leur banalité de déjà vu et de jamais vu. La Pologne juive a disparu. Rayée. Et pourtant elle a existé comme le montre « le Shtetl » de Rachel Ertel (Payot), une civilisation religieuse, sociale, politique et culturelle qui a eu le shtetl pour creuset.

Sautons le temps et saisissons-nous de l'actualité. Aux lendemains de la guerre du Liban, Alain Finkielkraut analyse les mécanismes de la « Réprobation d'Israël ». Constat général : « Le sionisme qui aurait dû être la solution à la question juive est devenu sa continuation dans le cadre de l'Etat. » Sionisme méconnu et objet de propagandes contradictoires. On conseillera deux livres récents à son sujet : « Histoire de la pensée sioniste », par Shlomo Avineri (Jean-Claude Lattès) et « la Déclaration Balfour », par Jean-Pierre Alem (aux excellentes éditions Complexe).

Finkielkraut, pour qui il importe désormais d'être « sioniste par provocation » tant ce dernier est réprouvé, montre d'abord que le sionisme est pluraliste et qu'il n'y a donc pas une seule logique du sionisme.

L'affaire du Liban, selon Finkielkraut, aurait sonné la rupture entre Israël et la gauche européenne. Gauche ignorante des réalités du sionisme telles que les dissèque l'auteur ; gauche qui trouve en Israël un bouc émissaire à ses propres illusions et évolutions. Ainsi, par exemple, le discours anti-israélien du P.c.f. consisterait à reverser sur Israël les accusations par ailleurs portées sur l'U.r.s.s. (sur la situation des juifs en U.r.s.s., consultez « Etre juif en U.r.s.s. » par Sege Allain Rozenblum, « Revue politique et parlementaire », notamment les photos inédites de cet ouvrage, et, de moindre réussite, « l'Antisémitisme en Russie : des origines à nos jours » par Anne-Marie Rosenthal Puf.) Gauche qui renouerait ainsi avec un antisémitisme des origines (voir « Histoire de l'antisémitisme » par François de Fontette, Que sais-je) et qui a toujours eu la volonté d'identifier le judaïsme aux satans du capitalisme et de l'impérialisme. On peut lire sur ce point le très remarquable essai de Freddy Raphaël « Judaïsme et capitalisme » ou bien à contrario la réédition d'un livre paru juste avant l'affaire Dreyfus et qui prend la défense des vraies valeurs du judaïsme (« Israël chez les nations », par Anatole Leroy-Beaulieu chez Calmann-Lévy).



Pascal Lebrun

Alain Finkielkraut.

En somme, Chatila aura libéré l'Occident (gauche incluse) d'Auschwitz ! Est-il bien sûr que le fossé soit désormais si profond ? C'est l'assimilation d'Israël à l'Allemagne nazie, de Begin à Hitler qui révulse Finkielkraut et le conduit à un procès en règle de la presse occidentale. Dénonçant ce qu'il appelle l'essentialisme des journalistes ayant couvert la guerre du Liban (on se souvient des polémiques de l'été 82) — exemple de cet essentialisme, un jour Israël est déclaré nazi, le lendemain il redevient démocratique par la grâce de la nomination de la Commission d'enquête sur Sabra et Chatila —, l'auteur accuse la frivolité de notre journalisme : « Depuis que l'hyperbole est notre pain quotidien, depuis que l'actualité a normalisé l'exceptionnel, il n'est pas d'événement dont la gravité ne soit en quelque sorte compensée ou neutralisée par l'évanescence. » Dépassant le seul problème d'Israël, Alain Finkielkraut note : « Avec le déclin des grands systèmes, avec la fin des théories de l'histoire, le journalisme a conquis une dignité quasi métaphysique. » Et il remarque pour finir : « En identifiant le destin de leur profession à la carrière de la liberté dans le monde, les journalistes se sont mis hors d'atteinte : citoyens au-dessus de tout soupçon, missionnaires intouchables de la vérité et du fait. » De nos jours, c'est l'arbitraire de la télévision qui a remplacé celui de l'idéologie. Comme on le voit, la critique est globale et ne mérite d'être écartée d'un revers de la main. Après tout la seule discipline, la seule profession à avoir échappé à la critique multiforme qui déferle sur le monde depuis, disons, la fin des années soixante, n'est-ce pas celle des médias !

Ainsi la réfutation de la « Réprobation d'Israël » conduit-elle à une remise en question générale. Finkielkraut est un dialecticien d'une subtilité vertigineuse (relire l'analyse de son précédent ouvrage « l'Avenir d'une négation », Le Seuil dans « l'Unité » du 19 février 1982). Et comme son intégrité est au-dessus de tout soupçon, qui resterait insensible à son réquisitoire ? Mais n'y a-t-il pas chez lui une passion du paradoxe ? Sa vision ne consiste-t-elle pas en une théorisation de l'impossible par une reprise cohérente de tous les discours qui n'en demandent pourtant pas tant ? Le bon peuple s'engage-t-il aussi loin que la logique dénoncée par Finkielkraut chez ceux qu'il pourfend ? Ne peut-on se demander si Finkielkraut ne noircit pas excessivement le procès intenté à Israël par la gauche pour en conclure plus aisément à l'inexactitude de ce procès ! Si Israël est un jour nazi pour être le lendemain taxé de démocratique, c'est que ses censeurs ne croient pas fermement à son nazisme, pas plus au demeurant qu'à son démocratisme. Le procès du journalisme ressort plus de cette inconstance que celui d'Israël. Comme le note Finkielkraut — un Finkielkraut trop étranger à la positivité du fait palestinien : « L'honnêteté commande de s'en tenir aux mots sans suspecter la sincérité des intentions. »

Eternelle question et qui connaît un retentissement et une transcendance dans l'art. Souvenons-nous du film nazi « le Juif Süss » de Veit Harlan. Dix-neuf millions d'Européens l'ont vu au temps de l'Occupation. Un livre aussi fin que savant montre la persuasion par la propagande cinématographique nazie, alors que le cinéma américain avait déjà filmé ces thèmes sans connotation antisémite, voir « l'Image et son juif » par Régine Mihal Friedman.

Souhaitons aussi que l'on découvre les admirables illustrations d'art sacré de Raymond Moretti accompagnant la « Haggadah de la cinquième coupe ». La coutume, depuis la séparation du peuple juif, voulait que l'on brisât quatre coupes lors des fêtes pascales, le rituel a changé, désormais cinq coupes sont brisées. De savants commentaires nous expliquent les causes de cette modification. Par-delà l'argumentation on admire les bleus dominants du figuratif ou de l'abstrait de Moretti où se mêlent les contorsions élégantes et mystérieuses des caractères hébraïques ; ensemble foisonnant de signes et de couleurs qui se fondent dans une véritable harmonie cosmique... Du moins au regard du profane. Osera-t-on conclure par cette note bien peu politique et qui désire trouver dans le sacré un ciment de réconciliation que l'histoire — version optimiste — finit souvent par concéder.



A.f.p.

La fin du Ghetto de Varsovie.

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels.
Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien.
L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il draînera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne.
Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thêmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

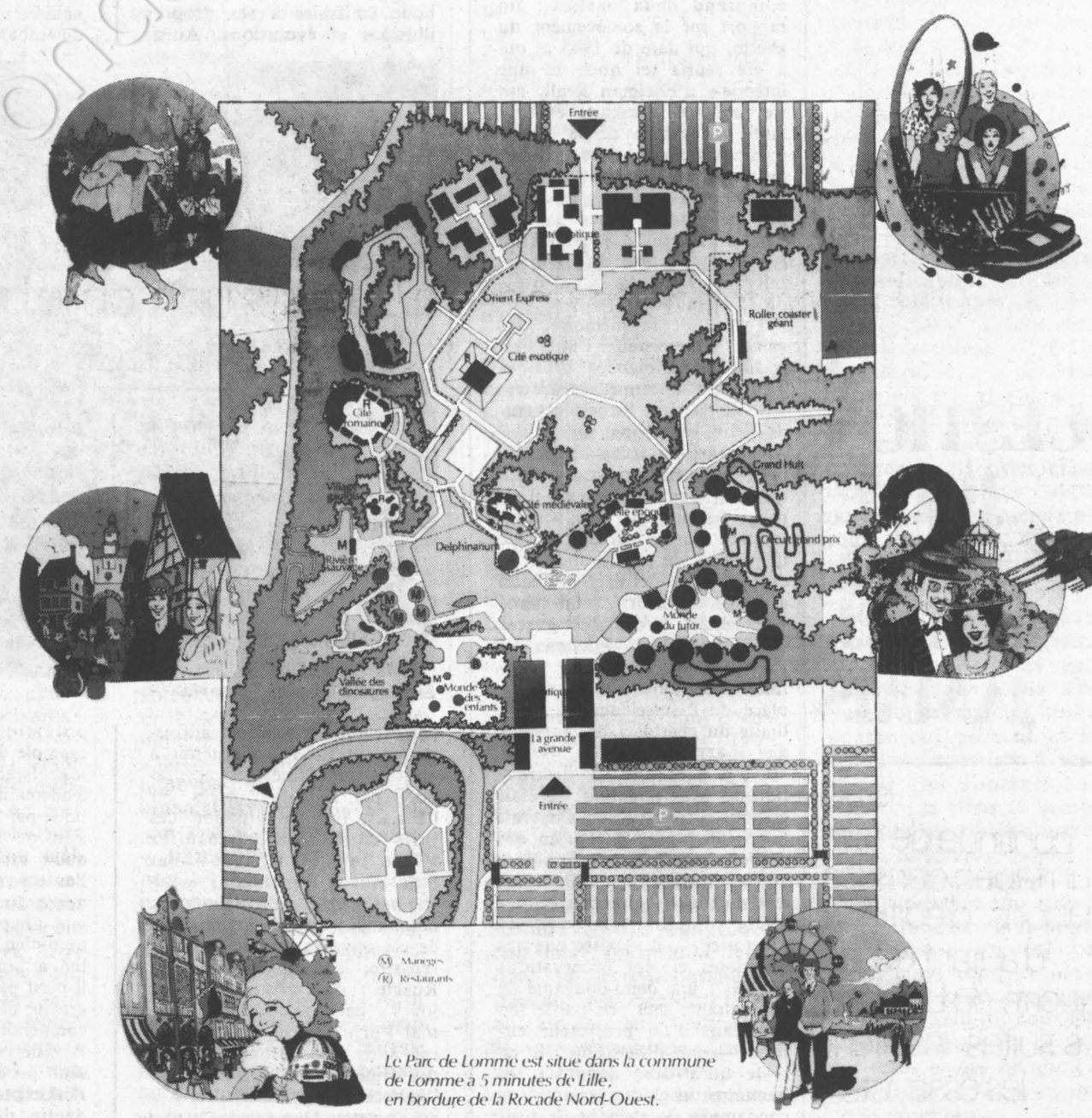
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.



Alain Souchon et Isabelle Adjani dans « l'Été meurtrier » de Jean Becker.



Nastassia Kinsky et Gérard Depardieu dans « la Lune dans le caniveau » de Jean-Pierre Beineix.

Sygma



« L'homme blessé » de Patrice Chéreau.



Caroline Lang dans « l'Argent », de Robert Bresson.

CANNES: UNE ANNEE PARTICULIERE

Absente de la compétition pour la Palme d'or depuis des lustres, la France fait cette année à Cannes un "come back" époustouflant avec une sélection très haut de gamme

PAR MARTINE DUCOUSSET

C'ETAIT en 1966. Anouk Aimée et Jean-Louis Trintignant s'embrassaient sur le quai d'une gare, tandis que la caméra de Lelouch tournait et virevoltait, virevoltait et tournait encore... C'était en 1966. La dernière année-cocorico du cinéma français, l'année à Palme d'or pour « Un homme et une femme ». Depuis, plus rien. Ou plutôt des broutilles : deux ou trois prix de mise en scène, quelques trophées pour une interprétation particulièrement talentueuse. Mais jamais l'honneur suprême tant convoité. Jamais cette récompense du dernier chic qui vous pose un cinéaste. Des miettes de gloire, pas la consécration.

Cette année, voilà qu'on se prend à espérer. A se dire, tout bien pesé, qu'une Palme en bleu-blanc-rouge n'aurait rien d'incongru. La grande illusion, et la chute sans arrêt plus dure, c'était hier. Quand les sélectionneurs français n'avaient pas le moindre bon bout de pellicule à se mettre sous l'œil. Quand le cinoche — le vrai — s'inventait au-delà de nos frontières. En Italie, aux Etats-Unis, en Pologne, au Japon. Donc, c'était hier. Mais, aujourd'hui, les étrangers n'ont qu'à bien se tenir. Parce que les quatre films français lancés dans la compétition font carrément dans le haut de gamme. Même si, avant la moindre projection, ils ont déjà prêté à controverse. L'essentiel, c'est que ces films existent. Et fort. Qu'ils reflètent un univers, réinventent la magie de l'écran et murmurent un « je t'aime, moi toujours » au septième art.

A tout ancêtre tout honneur : le vétéran Bresson se lance à nouveau dans la bagarre. Depuis 1977 et « le Diable probablement », il n'avait plus donné signe de film. Il revient avec « l'Argent », une sombre histoire de hold-up, de prison et de folie meurtrière. La déchéance d'un homme pauvre ravagé par la puissance maléfique de l'argent. Avec, peut-être, au bout, une lueur d'espoir. Bresson résume ainsi son film : « Une petite faute provoque une avalanche vertigineuse du mal jusqu'au dernier instant où le bien surgit. » Bresson le moraliste, Bresson la rigueur. Et toujours ces mots de gel et de glace qui reviennent sous la plume lorsqu'on évoque Robert le Sobre : épure, dépouillement, austérité, hauteur, gravité. Comme d'habitude, comme il a choisi de le faire depuis « le Journal d'un curé de campagne », Bresson n'utilise dans son film que des comédiens non professionnels : un pas du tout connu dans le rôle du pauvre homme déchu, Christian Paté ; et une forcément plus célèbre à cause de son ministre de père, Caroline Lang. Prix de la mise en scène au Festival de Cannes en 1956 pour « Un condamné à mort s'est échappé », Robert l'ombrageux n'a jamais décroché la Palme. 1983, année Bresson ? Peut-être. Mais attention. L'artiste ne veut pas d'une couronne mortuaire avant l'heure. Il a déjà annoncé la couleur de ses exigences aux organisateurs du Festival : « Vous ne me referez pas le coup que vous avez réservé à Antonioni l'année dernière. Je ne suis pas un vieillard qu'on récompense pour son œuvre à quelques années de sa mort. Pas question pour moi d'accepter un prix spécial de consolation, je le refuserai. »

(1) Dont acte, M. Bresson dont avertissement, mesdames et messieurs du jury.

Seconde chance française d'accéder à la plus haute marche du podium cannois : « la Lune dans le caniveau », de Jean-Jacques Beineix, avec Gérard Depardieu et Nastassia Kinski. Encore une histoire glauque, adaptée d'un roman de David Goodis, « une histoire totalement négative, très noire, un périple sombre avec des brillances, des chatoiements, des rougeoiments » (2). Un docker aux yeux tristes, une fille-fleur femme fatale, la passion, le doute, la jalousie. Pas gai, pas gai, mais peut-être génial. Faut voir. Beineix, c'est le chef de file de la nouvelle Nouvelle Vague des années quatre-vingt. Un seul film pourtant à l'actif de ce réalisateur de 37 ans : « Diva ». Le fameux

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

« Diva », boudé par la critique et plébiscité par le public. « Diva », ou l'album très mode d'une flopée d'images sur pellicule glacée. C'était beau, mais ce n'était rien d'autre qu'un long métrage publicitaire, une illustration bien léchée des géniales idées de Delacorta, l'auteur du bouquin lyrico-policier qui a guidé Beineix. Que nous réserve « la Lune... » ? Cannes nous le dira bientôt. Mais Gérard Depardieu n'a pas eu la patience d'attendre Cannes : manifestement traumatisé par le tournage du film et le caractère pour le moins autoritaire du metteur en scène, il n'a pas hésité à confondre, au micro du Pop-Club de José Artur, égout et caniveau. Caprice de stard, querelle de personnes ou agressivité justifiée par la lucidité ? Aux spectateurs de trancher.

Plein de chair

Avec « l'Eté meurtrier », de Jean Becker, on retrouve un cinéma d'une facture plus classique. La qualité française dans toute sa splendeur. Un super-mélo comme on les aime, un garagiste (Alain Souchon) que sa passion pour une vamp (Isabelle Adjani) conduit au crime. Bon sang ne saurait mentir : le fils du père de « Casque d'or » a compris la leçon. Lui, qui n'avait rien tourné depuis 16 ans, depuis « Tendre voyou » avec Belmondo, revient en force au premier plan de l'écran cinématographique français, grâce à ce film plein de chair et de sang, de bruit et de fureur. Jacques, sans doute, était plus grand. Mais Jean n'a pas, loin de là, démérité. Paraît qu'Adjani, dans « l'Eté meurtrier », est géniale. Paraît qu'on ne l'a jamais vue comme ça, et que le prix d'interprétation féminine lui irait comme un gant. Ecoutons voir...

Et puis Chéreau. Chéreau, le mal aimé des salles obscures. Son premier film, « la Chair de l'orchidée », avait obtenu un joli succès d'estime. « Judith Therpauve », le second, fit un bide total et incompréhensible. Qu'en sera-t-il du troisième ? Qu'en sera-t-il de « l'Homme blessé », de ce récit d'une passion — eh oui, encore —, celle d'un adolescent pour un autre homme dans une ville de province ? D'abord, sûrement, le choc. Choc parce que l'homosexualité fait encore figure d'anormalité, de vice qu'on cache et non d'amour qu'on montre. Choc parce que si Patrice Chéreau est un grand metteur en scène de théâtre et d'opéra, il fait aussi mieux que se débrouiller au cinéma. C'est un monsieur qui sait se servir d'une caméra, c'est un réalisateur inventif, créatif. Son talent ? Nous émouvoir quand il nous donne à voir. Son ailleurs nous devient proche, parce qu'il y met tant de frémissement, de vérité et d'authenticité qu'on a envie de partager. Chéreau, c'est toujours du grand art. Espérons que William Styron (3) et ses collègues de délibération apprécient le grand art.

Elle est vraiment costaud, cette année, la sélection française. Ajoutons-y, pour faire bonne mesure dans le chauvinisme, le dernier Gainsbourg « Equateur » — une coproduction franco-gabonaise présentée hors compétition — et deux films étrangers en partie subventionnés par le ministère de la Culture : « le Mur », de Yilmaz Güney (l'auteur de « Yol »), et « Erendira », de Ruy Guerra. Pas mal, non ? Bien sûr, en face, il y a quand même quelques morceaux de choix : un Martin Scorcese de derrière les fagots, « King of comedy », avec Robert de Niro et Jerry Lewis, un Nagisa Oshima qui risque de faire grand bruit « Merry Christmas, Mister Lawrence », avec David Bowie et un Ermanno Olmi, « la Poursuite de l'étoile » peut-être susceptible de réitérer le coup de « l'Arbre aux sabots », Palme d'or en 1978. Et puis le Suisse Goretta et l'Italien Ferrari et l'Australien Peter Weir. Et James Ivory et Martin Ritt et l'ineffable Terry Jones flanqué de ses non moins ineffables « Monthy Python ».

Concurrence sérieuse, pour nos productions made in France. Mais les armes hexagonales, cette fois, ont de quoi faire mouche. C'est revigorant, ça fait plaisir. On peut rêver pour de vrai, sans craindre de rejouer l' Apocalypse now des années passées. Et même, on peut fantasmer sur l'ouverture des portes du Paradis. Une chose est sûre : le cinéma français se porte bien. Parce que certains de ses artisans ont osé fixer la barre très haut. C'est André Bazin qui serait content ! Lui que le Festival a choisi d'honorer cette année, lui, cet amoureux de l'image qui bouge, ce fervent défenseur d'un cinéma debout. Oui, la sélection française lui donnerait chaud au cœur, à Bazin. Parce qu'elle confirme ce qu'il écrivait dès 1943 (4) : « Le public préférera toujours, si l'on respecte certaines conditions psychologiques, un bon film à un mauvais ; nous voulons dire simplement que l'on ne saurait modifier la qualité des films en éduquant préalablement le goût du public, mais que c'est au contraire la qualité de ces films qui peut l'éduquer. » C'était il y a quarante ans. C'est plus que jamais actuel. En avoir ou pas — du talent — reste la règle du jeu. ●

(1) Antonioni s'est vu décerner en 1982 un « prix spécial » pour l'ensemble de son œuvre.

(2) Inteview dans le magazine « Première » de mai 1983.

(3) Président du jury. Ecrivain. Auteur notamment du « Choix de Sophie », dont est tiré le dernier film d'Alan Pakula, avec Meryl Streep.

(4) Tiré de « l'Echo des Etudiants » 11 décembre 1943. Reproduit dans « le Cinéma français de la Libération à la Nouvelle Vague », recueil de textes édités par « les Cahiers du Cinéma ».

LE ROMAN DE LA BALEINE

Avec sa "Baleine des Malouines", Pierre Boulle a écrit une savoureuse chanson de gestes, une ode à un animal doué d'héroïsme... avec l'humour en plus

PAR NICOLE CHAILLOT

LES cétacés et autres mammifères marins ont, de tout temps, hanté l'imagination humaine. Animaux doués de raison et de tendresse, ils ont souvent excité la verve des poètes : Prévert et Desnos pour ne citer qu'eux les ont malicieusement croqués. Quant à Melville, son Léviathan maléfique Moby Dick, la baleine blanche monstrueuse et satanique, elle, est devenue l'incarnation et l'archétype du mal. Pierre Boulle, pour s'y prendre autrement, n'en fait pas moins de sa baleine bleue, la débonnaire Tante Margot, un héros superbe et généreux. Son dernier livre « la Baleine des Malouines » (Julliard) se lit d'une traite emportés que nous sommes à vingt nœuds à l'heure sur l'aileron caudale du bienveillant cétacé.

L'idée du roman part d'une petite phrase sibylline prononcée par le mari de la reine, le duc d'Edimbourg : « Attention, les cétacés peuvent apparaître sur les écrans des radars comme des sous-marins. » Le cher Philip déclenchant ainsi la panique au sein de l'invincible armada en route pour récupérer les Malouines investies par les très peu fair-play dictateurs argentins. Or, donc, apparaît un jour sur l'écran de radar d'un destroyer une tâche des plus suspectes. Le malheureux commandant venant de réceptionner la fameuse dépêche ducale décide de s'abstenir de bombarder l'objet non identifié et fait appeler en consultation un vieux loup de mer, baleinier repenti et dresseur de dauphins. Ce dernier rapidement péremptoire déclare qu'il s'agit d'une baleine bleue (le plus gros animal vivant)... et bientôt de deux, puisque ces charmantes créatures sont également monogames (le mâle étant sensiblement plus petit que la femelle... comme chez Dubout). Essuyant la sueur d'angoisse qui perlait sur son beau front d'officier de la Royal Navy — pensez au scandale « at home » s'il avait donné l'ordre de bombarder un malheureux animal, « protégé » qui plus est ! —, le commandant Clark n'a même pas le temps de ranger son mouchoir, car un nouveau drame se joue là sous ses yeux et sous ceux de son équipage horrifié. Une meute d'épaulards (redoutables « mafiosi » des mers) surgit et dépèce illico de la plus choquante façon le plus petit des cétacés. Futée et mystérieusement avertie qu'elle avait affaire à des marins britanniques membres de la S.p.a., la femelle vient se mettre sous la protection du vaisseau de guerre. Après avoir expédié son compagnon, les tueurs s'apprêtent à entamer le plat de résistance... mais c'était compter sans la sensibilité proverbiale du marin britannique (voir « les Révoltés du Bounty » !). Ayant tergiversé quelques secondes, le commandant ordonne de faire feu sur les épaulards. Aussitôt le destroyer hypersophistiqué de Sa Gracieuse Majesté se met à cracher par toutes ses bouches un déluge transformant peu à peu la mer grise de l'Antarctique en bouillie sanguinolante. Il était temps, car le lecteur n'en pouvait plus empoigné qu'il était par la verve de conteur de Pierre Boulle capable de transfomer un événement comme la mort d'une baleine en suspense insoutenable.

La suite du roman, je ne la raconterai certainement pas, car vous allez courir vous plonger dans les amours de Tante Margot et de la flotte des Malouines. De l'amiral au major en passant par l'aumônier et l'homme de pont, personne n'échappe à la fascination exercée par l'œil tendre (à peine plus grand qu'un œil humain pour un corps de cent cinquante tonnes) de Tante Margot. C'est plus déchirant que « Roméo et Juliette », plus cornélien que « le Cid », plus drôle que « Trois hommes dans un bateau ».

Anglophile, Pierre Boulle l'est avec malice et sympathie — on le savait depuis « le Pont de la rivière Kwaï », — mais on avait un peu oublié que son humour ravageur et absurde pouvait faire merveille. On vibre aux exploits de Tante Margot, on rit à ses facéties et aux ridicules de quelques-uns, on est ému par son intelligence et enfin on est bouleversé par son sacrifice. Un livre merveilleux — au sens fort du terme, celui de magique — qui, sous couvert de divertissement, dit un tas de choses importantes et graves.

*** « La Baleine des Malouines », de Pierre Boulle, Julliard.**



Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



Kipa

L'émission de la semaine : « Amarcord », de Federico Fellini, T.f.1, lundi 16 mai - 20 h 30.

Peut-être le sommet de l'œuvre de Fellini. En tout cas, une façon de faire le point qui nous laisse bouche bée. Fellini se souvient. Et sa mémoire, loin d'être égoïste et subjective, nous entraîne à l'intérieur de son passé. L'Italie des années trente surgit, magique ou tragique ; inventée ou réelle : les flocons des peupliers qui flottaient lors de l'avènement du printemps, la poitrine imposante des « mammas », les fêtes fascistes, la folle Volpina qui s'offrait à tout le monde, l'arrivée d'un paquebot tout illuminé, la nuit, dans le port... Autant d'images choc qui nous frappent en plein cœur. Mais la maestria d'« Amarcord » passera-t-elle par la moulinette timbre-poste du petit écran et le détergent de la V.f. ? On peut craindre que la fête ne s'estompe ; que le feu brûle moins. Mais, quand même, on prend le risque et on s'embarque pour ce voyage au bout du souvenir...

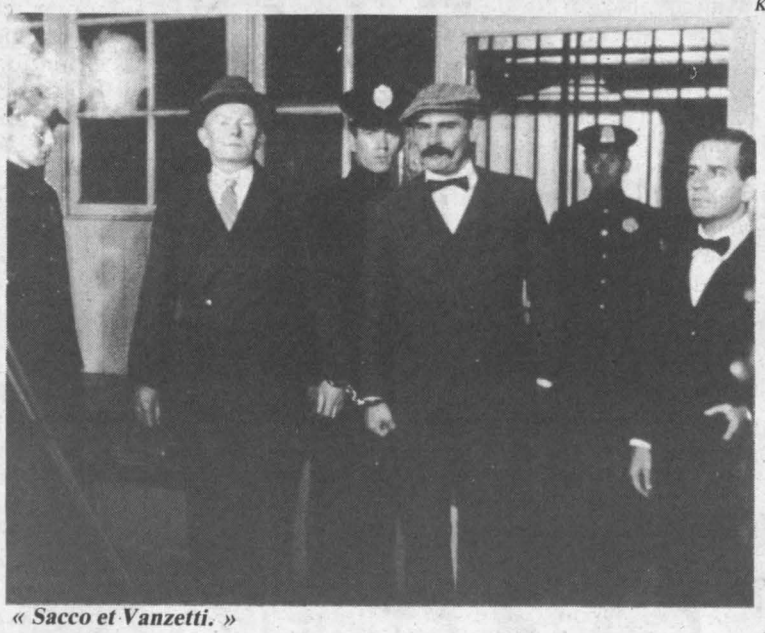
VENDREDI 13 MAI

T.f.1 « La Forêt Notre-Dame », de Jean-Marc Soyez -22 h 55

13 200 tonnes de bois : c'est le poids de la charpente de Notre-Dame de Paris. Si tout le monde peut visiter la cathédrale, personne, en revanche, n'avait pu jusqu'à ce jour filmer cet impressionnant dédale. Voilà qui est fait...

A.2 Ciné-Club : cycle Michel Simon : « Boudu sauvé des eaux », de Jean Renoir - 23 h

Raâah, volupté ! L'apparition de Boudu — Simon encore dégoulinant de l'eau de la Seine qui vient d'accueillir son suicide — est un morceau de mythologie que vous vidéocassettiserez si vous le pouvez.



« Sacco et Vanzetti. »



Colette Renard.



Nathalie Baye dans « la Provinciale ».

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Mai-68, connais pas », document réalisé par Jean Labib et Gilles Nadeau - 20 h 35

Quinze ans, déjà... Le printemps était chaud. Aujourd'hui, il pleut. Photos-souvenirs, témoignages, confrontation avec la génération de 1983, bref : que représente Mai-68, une fois les barricades sagement rangées ? « Révolution politique » qu'ils disaient... Hélas ! soixante-huit fois, hélas !...

SAMEDI 14 MAI

A.2 « Diane Lanster », d'après Jean-Didier Wolfromm, réalisation de Bernard Queysanne. (fin) - 21 h 55.

La suite de cette adaptation réussie d'un roman misogyne. Anicée Alvina est particulièrement convaincante en garce qui pratique l'assistance à personne handicapée comme d'autres l'euthanasie.

F.r.3 Les dossiers noirs, de Jean-Michel Charlier : Stavisky, l'homme qui fit trembler la République - 20 h 35

1934. Un formidable scandale politico-financier éclate. Au centre du tumulte, un escroc de haut vol : Alexandre Stavisky. Il s'était spécialisé dans l'amitié avec les grands du pouvoir en place. Lesquels l'ont froidement assassiné, de peur qu'il ne parle. Un des plus étonnants destins qui soient, dont Alain Resnais avait tiré un fort beau film.

DIMANCHE 15 MAI

T.f.1 « Sacco et Vanzetti », de Giuliano Montaldo - 20 h 35

Le cordonnier et le poissonnier anonymes qui défrayèrent brutalement, du jour au lendemain, la chronique américaine des années vingt. Accusés de meurtre, ils furent surtout coupables d'être des immigrés « de gauche ». Malgré des preuves relativement flagrantes de leur innocence, Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti ont été exécutés le 23 août 1927. Gian-Maria Volonte et (surtout) Riccardo Cucciolla donnent à ce film bien pensant et charitable un parfum de réelle émotion. Malheureusement, la mise en scène de Montaldo est trop démonstrative pour ne pas être tocarde. Sacco et Vanzetti méritaient mieux, mais ce réquisitoire aura au moins permis, grâce à son énorme succès, de les tirer de l'oubli.

F.r.3 « Boîte aux lettres », de Jérôme Garcin - 20 h 35

Because of Cannes, on va nous parler du rapport passionnel qu'entretiennent littérature et cinéma. Avec Michel Grisolia, Daniel Toscan du Plantier et un portrait du cinéaste Yilmaz Güney.

Cinéma de minuit, cycle Ava Gardner : « Ville haute, ville basse », de Mervyn le Roy -22 h 30

Barbara Stanwyck ne supporte pas que son James Mason de mari tombe entre les griffes de cette vamp destructrice d'Ava. Finalement, Ava est trucidée et le spectateur doit faire sans. En attendant de la retrouver lors du prochain cinéma de minuit.

LUNDI 16 MAI

T.f.1 « Amarcord », de Federico Fellini (voir encadré).

A.2 Théâtre : « Des souris et des hommes », de John Steinbeck, mise en scène de Robert Hossein - 20 h 35

1929 et la crise américaine scalpés par la plume coléreuse de Steinbeck. Malheureusement Robert Hossein, Claude Brosset et Candice Patou ne font pas le poids. Il faut du sang, de la chair, de la sueur pour restituer le climat trouble des Etats-Unis de la Dépression. Pas ce côté b.c.b.g. dont ces trois comédiens n'ont pu se départir.

F.r.3 « Vichy Dancing », d'après Pascal Sevran - réalisation de Leonard Keigel - en coproduction avec le ministère de la Culture - 20 h 35

Une ex-star de la chanson populiste, qui s'est pas mal mouillée pendant l'Occupation, essaie un come-back. Mais cette femme que tous, à présent, rejettent n'a plus qu'un seul supporter : son fils François. Les enfants sont toujours innocents. Avec Colette Renard.

MARDI 17 MAI

T.f.1 « Saga », magazine de Michel Treguer - 20 h 35

Le numéro deux de cette nouvelle émission traitera des rapports de l'homme avec le monde extérieur.

A.2 « L'affaire Mori », de Pasquale Squitieri - 20 h 40

Les dernières années de Cesare Mori, haut fonctionnaire de l'Etat italien, qui fut utilisé par Mussolini pour lutter contre la mafia. Manque de bol pour le Duce, Mori devait découvrir d'étranges liens entre le pouvoir et les mafiosi. Ah ! la la ! Tout le monde il est pas beau, tout le monde il est pas gentil.

F.r.3 « La nuit tous les chats sont gris », de Gérard Zingg -20 h 35

Un film qui s'invente pas à pas, au fil de l'imagination d'un lymphatique gentleman britannique qui essaie de distraire sa nièce en lui narrant d'invraisemblables histoires, le soir avant qu'elle ne s'endorme. La fillette finit par roupiller. Nous aussi.

MERCREDI 18 MAI

T.f.1 Le magazine Société -20 h 35

Philippe Sainteny remplace Alain de Sedouy qui s'est tiré tout le monde sait pourquoi. Parce qu'on avait crié au scandale sur ses initiatives courageuses et que son pédégé, Michel May, l'a lâché. Il paraît qu'il assume. Nous, on n'encaisse pas.

« Naissance d'une exécution », réalisation de Jean-Marie Coldefy et Marion Sarraut : « le Prince des bois » de Bela Bartok par l'orchestre de Paris sous la direction de Pierre Boulez - 22 h

Bartok expliqué par Boulez... puis interprété par Boulez. On en salive d'avance.

A.2 « Houdini le magnifique », téléfilm de Melville Shavelson -20 h 35

L'histoire d'un mec qui cause après sa mort. Nous, au Père Lachaise, on a Gurdjeff. Beaucoup de gens tout frissonnants de transes vont régulièrement l'écouter. Chacun son trip.

F.r.3 « Soldat Fransez », téléfilm de Philippe Durand -21 h 55

Un jour d'octobre 1982, le soldat Fransez Lomener réapparaît brutalement. Tous le croyaient mort. Et pour cause : il a été fusillé pour l'exemple en 1914. Rêve ? Réalité ? Une confrontation avec l'histoire.

JEUDI 19 MAI

T.f.1 « Bel Ami », d'après Guy de Maupassant - réalisation de Pierre Cardinal, fin - 20 h 35.

La superbe Madeleine trompe le vilain Bel Ami avec un ministre. Elle a raison. En plus, on soupire : c'est la fin. Relisez Maupassant et souvenez-vous d'Aurore Clément.

A.2 L'histoire en question : Toutankhamon - raconté par Alain Decaux - 20 h 35

La malédiction a-t-elle frappé ou n'était-ce que pure coïncidence. Toujours est-il qu'il y eut bien 27 morts inexpliquées après l'ouverture du célèbre tombeau. Le pharaon vengeur a longtemps passionné les foules. Visiblement, il fait encore recette.

F.r.3 Ciné-passion : « La Provinciale », de Claude Goretta -20 h 35

« Montée » à Paris depuis sa Lorraine natale, Christine se retrouve au chômage avant même d'avoir commencé à travailler. Petit à petit, la capitale et la déprime l'envahissent puis l'étouffent. C'était le temps où Nathalie Baye, tout en demi-teintes et sourires désespérés, n'avait pas encore aperçu Johnny. Et Goretta réussissait l'un de ses plus beaux films. Intimiste, frêle, vibrant, sincère. A ne pas rater.

Fondation Jean-Jaurès

Bonnes vacances avec la Carte Jeune.



■ HAVAS CONSEIL

Cet été, si vous avez entre 12 et 25 ans, la SNCF vous offre avec la Carte Jeune, 50% de réduction en période bleue. Dépêchez-vous! La carte ne coûte que 110 f.* En vente dans les gares et agences de voyages.
*Prix au 1/4/83.

LE TRAIN, DU BON TEMPS A BON PRIX. SNCF

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

BANQUE HERVET

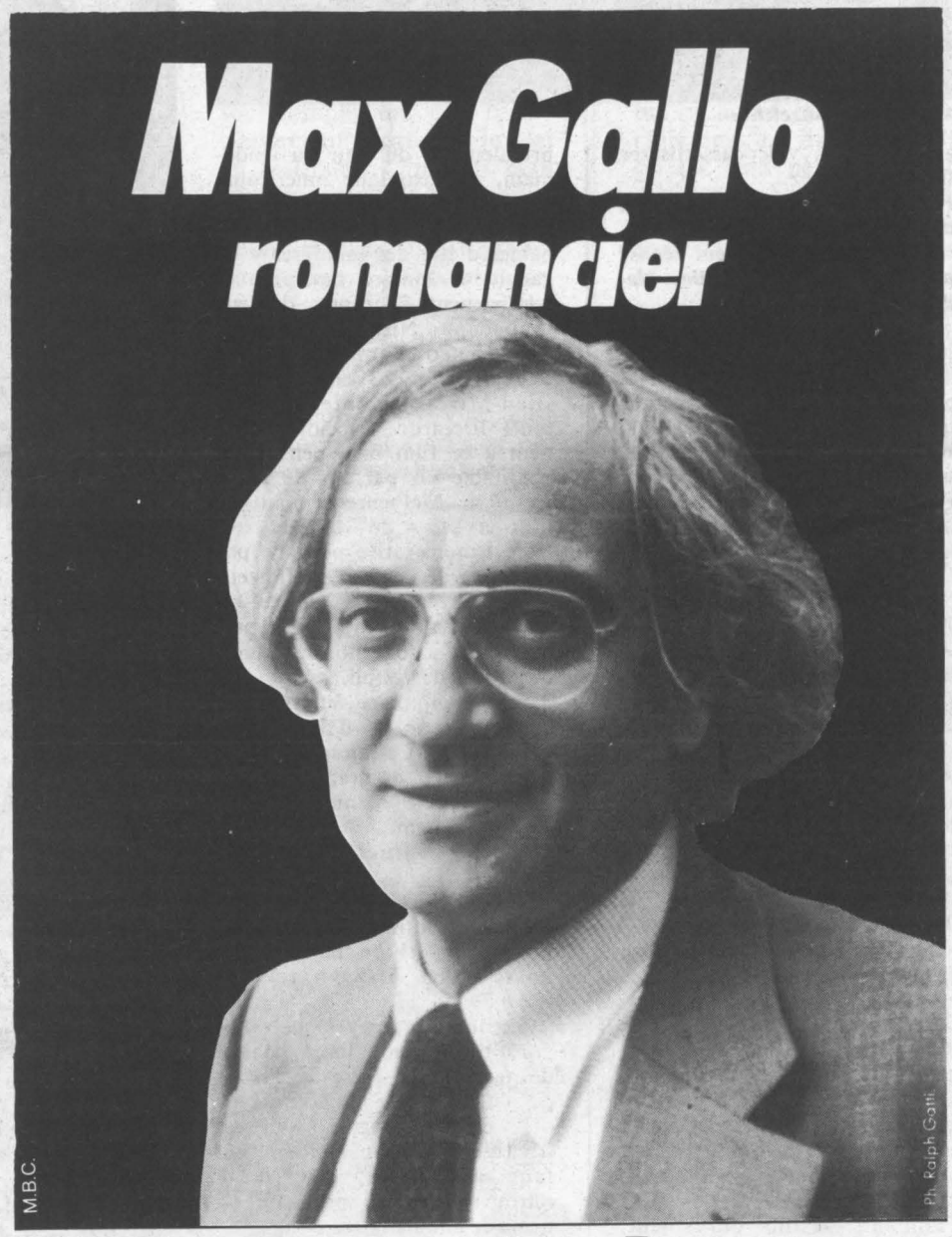
CREATION D'UN NOUVEAU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Pour aider les organismes bénéficiant du régime fiscal des associations sans but lucratif à gérer leur trésorerie, la **BANQUE HERVET** a créé **PLACEMENT ASSOCIATIF**, un Fonds Commun de Placement de court et moyen terme.

PLACEMENT ASSOCIATIF leur permettra de bénéficier des meilleurs taux de rémunération offerts par le marché des obligations françaises et d'une gestion de portefeuille adaptée aux caractères spécifiques de leur fiscalité.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS :
M ..... Tél. : .....
Adresse : .....
Souhaite obtenir une information complémentaire sur « PLACEMENT ASSOCIATIF »
Fonds Communs de Placement créé par la BANQUE HERVET.
Coupon à retourner à l'adresse suivante :
BANQUE HERVET
M. Olivier DOIGNON
Direction Financière et de la Clientèle Privée
127, Avenue C. de Gaulle - 92 200 NEUILLY S/SEINE

Max Gallo romancier



M.B.C. Ph. Ralph Gatti

La Demeure des Puissants

Son nouveau roman

GRASSET

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Salle Marie-Thérèse-Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris.
De 19 h à 21 h.

19 mai

Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises.

Jacques Delors, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget.

26 mai

François Autain, secrétaire d'Etat à la Défense.

Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation, aux Fédérations et au Contentieux, député et conseiller de Paris.

2 juin

Jean Auroux, secrétaire d'Etat à l'Energie, maire de Roanne.

Bertrand Delanoe, secrétaire national à la Presse et porte-parole, député de Paris.

9 juin

Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, la Population et les Travailleurs immigrés.

Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination, chargé des élections, député du Rhône.

16 juin

Martine Buron, secrétaire nationale adjointe aux Luttes des femmes.

Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, député de l'Isère.

Ecom/Univas

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

– Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). – Charge utile : 32 tonnes.

– Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte (9 vitesses, ouverture 14.8).

– Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez cette année comme votre camion



NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

Col. Fondation Jean Jaurès

LA P... RESPECTUEUSE

"Paris-Match" et le "Figaro-Magazine" viennent d'être pris en flagrant délit de manipulation de l'information. Ont-ils honte (comme "Stern" par exemple), sont-ils repentants ? Vous voulez rire, ils pavoisent : seuls comptent le tirage et le fric

LA SALE BESOGNE DU "FIG-MAG."

DEBUT février 1982, le « Figaro-Magazine » consacrait une double page à « cette sale guerre » du Nicaragua, où, titre le journal, « la France attise le feu », en vendant des armes aux sandinistes. Evoquant le prétendu massacre des Indiens Mosquitos perpétré par les « barbudos » socialo-marxistes du Nicaragua pour cause d'anticastrisme, le « Figaro-Magazine » employa les grands moyens : il reproduisit à pleine double page un cliché-couleur saisissant où des corps de couleur achèvent de brûler au sein d'un gigantesque brasier...

La légende qui accompagnait cet instantané dramatique précisait : « Le massacre des Indiens Mosquitos, farouchement anticastristes, par les « barbudos » socialo-marxistes du Nicaragua, au mois de décembre. Deux cents Indiens furent hachés par les grenades et les armes automatiques. Ni les femmes ni les enfants ne furent épargnés. »

Il appartenait au général Haig, alors secrétaire d'Etat en exercice, de donner à cette illustration horrible, choquante, mais efficace, un retentissement encore plus grand.

Dénonçant l'action des troupes sandinistes devant un congrès de syndicalistes en Floride quelques jours plus tard, il brandit un exemplaire du célèbre supplément du quotidien de Robert Hersant à titre de preuve.

Las ! De passage à Paris quelques jours plus tard, l'auteur du terrible cliché, le journaliste-photographe américain, Matthew Naythons, révélait qu'il l'avait pris en 1978 et qu'il représentait des combattants des deux camps brûlés par la Croix-Rouge par mesure d'hygiène.

Le général Haig dut reconnaître sa méprise. Comme l'écrivait alors « le Canard enchaîné » : « Il n'y a vraiment que le général Haig pour faire confiance au « Figaro-Magazine ». » Seul « le Figaro » osa parler dans un discret entrefilet d'une malencontreuse erreur de légende. A ses collègues de l'A.n.j.r.p.c., Matthew Naythons promit de charger un avocat d'intenter une action en justice contre le « Figaro-Magazine ». Puis il repartit de Paris sans laisser d'adresse et avant d'avoir mis en train son procès.

La surprise des membres de l'A.n.j.r.p.c. n'eut d'égal que leur satisfaction en recevant récemment une lettre du globe-trotter photographe leur annonçant qu'il n'avait pas renoncé à faire constater la fraude, dont il avait été la victime, en justice, « en raison de la gravité de la violation du principe d'honnêteté et de la morale ». Naythons a estimé que l'œuvre d'un photographe ne doit pas être à la merci de raisons éditoriales sans scrupules et que, dans la mesure où les légendes font partie des photographies, les détourner équivaut à dénaturer la photo elle-même.

« C'est l'intégrité de toute une profession qu'il s'agit de préserver », a ajouté le journaliste. ●


L'ACTUALITE

ÉTRANGER

La France attise le feu dans cette sale guerre...

Le massacre des indiens Mosquitos, farouchement anticastristes, par les « barbudos » socialo-marxistes du Nicaragua, au mois de décembre. Deux cents indiens furent hachés par les grenades et les armes automatiques. Ni les femmes ni les enfants ne furent épargnés. Forte de 7 000 hommes à l'époque de Somoza, l'armée du Nicaragua en compte aujourd'hui 80 000. Le gouvernement de Managua veut y ajouter 200 000 miliciens.

A la fin du mois de décembre dernier, des unités de l'armée marxiste nicaraguayenne ont effectué, au mépris des lois internationales, une incursion sur le territoire du pays voisin, le Honduras. Objectif de ce raid : attaquer, de l'autre côté du rio Coco, des tribus d'indiens Mosquitos, citoyens honduriens vivant sur cette partie de la côte des Caraïbes qui porte leur nom.

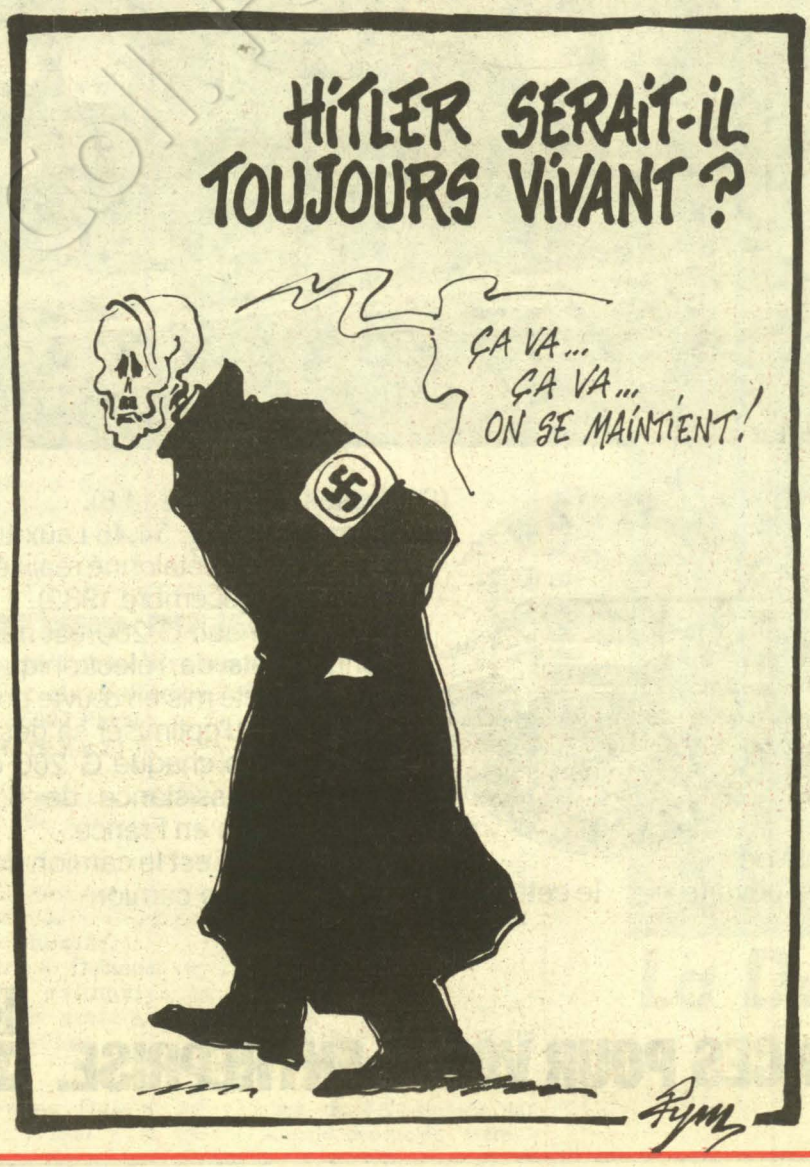
Esquisse d'un génocide, doublé d'un règlement de compte : ces indiens Mosquitos sont farouchement anticastristes, et ont toujours déjoué les tentatives d'infiltration des agitateurs venus de La Havane. Mais maintenant, les « barbudos » sont les « conseillers » et les instructeurs de l'armée socialo-marxiste du Nicaragua, dont ils sont en train de faire la force la plus redoutable d'Amérique centrale « *une super puissance à l'échelle de l'Amérique centrale* ».

C'est à ce pays que la France vient de vendre des vedettes, des hélicoptères, des roquettes, qualifiées de « *non-exportables* ».

Le gouvernement français a également qualifié ces armes de « défensives » mais cet armement convaincra parfaitement à des opérations offensives contre des tribus indiennes pratiquement désarmées. ■

La double page du « Figaro-Magazine ».

LES MOTS ET LES FAUX



PAR CLAUDE ESTIER

« L'UNITE » est sans doute le seul journal politique français qui n'ait fait, ces dernières semaines, aucune mention de l'affaire des prétendus « carnets d'Hitler ». Ce silence volontaire n'était pas dû seulement au fait que nous ne possédions aucun élément d'information, permettant d'appuyer soit la thèse de l'authenticité de ces « carnets », soit celle de la mystification. Sceptiques, ne serait-ce qu'en raison de la nature même des magazines qui avaient choisi de publier ces « documents » — « Stern » en Allemagne, « Paris-Match » en France —, nous nous sommes refusés à rejoindre le chœur de ceux qui, à coup de gros titres de première page, clamaient : « C'est un faux ! », ce qui était une autre façon de vendre du papier sans plus de scrupules de ce côté que de l'autre. Quand une controverse éclate entre la presse Hersant et la presse Filipacchi, on a peine à croire que soit en jeu l'honneur du journalisme !

Les preuves du faux sont venues. S'il était si facile de démontrer que le papier et l'encre étaient postérieurs à la mort d'Hitler, on peut, pour le moins, s'étonner que ceux qui ont pris l'initiative de la publication n'aient pas attendu au moins une telle expertise. Le directeur de « Stern » — dont deux rédacteurs en chef ont démissionné — a exprimé la honte qu'il éprouvait devant ses lecteurs. Personne à « Paris-Match » n'en a fait autant et, si l'hebdomadaire a décidé à la fin de la semaine dernière de cesser la publication entreprise, il y consacrait encore vingt-cinq pages dans son numéro paru deux jours plus tôt, en annonçant d'ailleurs une suite, et en dénonçant violemment, sous la plume de Jean Cau, ceux qui « viennent nous faire une leçon en dissimulant le mieux qu'ils peuvent sous le bonnet de la vertu leur oreille cassée de concurrents frustrés ».

On ne saurait mieux avouer que ces « carnets » d'Hitler — dont il reste évidemment à savoir qui a eu intérêt à les fabriquer — n'ont été qu'une sordide affaire de gros sous, qui s'est d'ailleurs traitée dans une banque suisse et qui éclaire d'un jour particulier une certaine conception du journalisme : qu'importe la vérité de l'information pourvu qu'elle puisse rapporter gros !

« Paris-Match » n'a pas, hélas, l'exclusivité de ce dévoiement et de ce mépris du lecteur. Et même pris la main dans le sac, il n'a sans doute pas l'intention d'y renoncer. Simplement, ceux qui croient à la grandeur du métier d'informer sont désormais fondés à l'exclure de leur famille. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325